

V - La production et les résultats des entreprises

L'activité industrielle n'a que légèrement augmenté en moyenne annuelle en 1985 (1 %). Les exportations ont été peu dynamiques (1,8 %) et la demande intérieure hors stocks a crû modérément (1,5 %). La composante la plus active de la demande a été la consommation des ménages ; c'est pourquoi la plus forte croissance est le fait des biens de consommation. Les biens d'équipement professionnel ont réalisé de médiocres performances à l'exportation en 1985 et leur croissance se ralentit. Enfin, l'activité dans les biens intermédiaires et l'automobile stagne.

En glissement sur l'année, la croissance de la production de l'industrie manufacturière a été cependant plus soutenue (environ 2 %) car le second semestre a été plus favorable. La baisse de la production dans le BTP s'est fortement ralentie. La production agricole a été forte,

bien que légèrement en retrait sur 1984.

Le retard des prix à la production sur la réduction des coûts salariaux et de consommations intermédiaires (en particulier importées) a permis aux entreprises de poursuivre le rétablissement de leurs marges. Celles-ci ne sont plus très éloignées des niveaux d'avant le premier choc pétrolier. Cette amélioration de leurs revenus a permis aux entreprises de limiter leur endettement et d'accroître notablement leurs placements financiers mais l'investissement est resté stable (à condition d'effectuer la correction sur la FBCF en automobiles liée au changement de réglementation : cf. chapitre sur la consommation). Seule l'industrie concurrentielle a poursuivi son effort d'investissement (9 %) ; dans les autres secteurs, la FBCF serait stable (BTP, commerces et services) ou déclinerait (agriculture, GEN).

1. La production et les stocks

a. L'industrie

En 1985, les deux principales composantes de la demande de produits manufacturés ont été la consommation des ménages et la formation de stocks. Celle-ci en particulier explique, à elle seule, un tiers de l'accroissement de la demande. Mais cette importante formation de stocks n'a commencé qu'à l'été. Au début de l'année, les stocks s'étaient au contraire réduits^{1/} : d'une part, les anticipations de certains producteurs sont médiocres en fin d'année 1984, d'autre part, l'activité chez la plupart des producteurs de biens intermédiaires est fortement perturbée en janvier par la vague de froid : ainsi l'activité industrielle baisse sensiblement au premier trimestre (- 1,3 %).

Au printemps, les premiers s'aperçoivent que leurs anticipations sont trop pessimistes et que la consommation repart ; les seconds retrouvent la pleine maîtrise de leurs moyens de production. Cependant malgré une sensible croissance (2,1 %), l'activité ne fait que résorber son retard (les délais de livraison s'étaient fortement allongés dans les biens intermédiaires et de consommation) en alimentant en particulier les stocks des grossistes qui s'étaient dégaînés dans la plupart des branches.

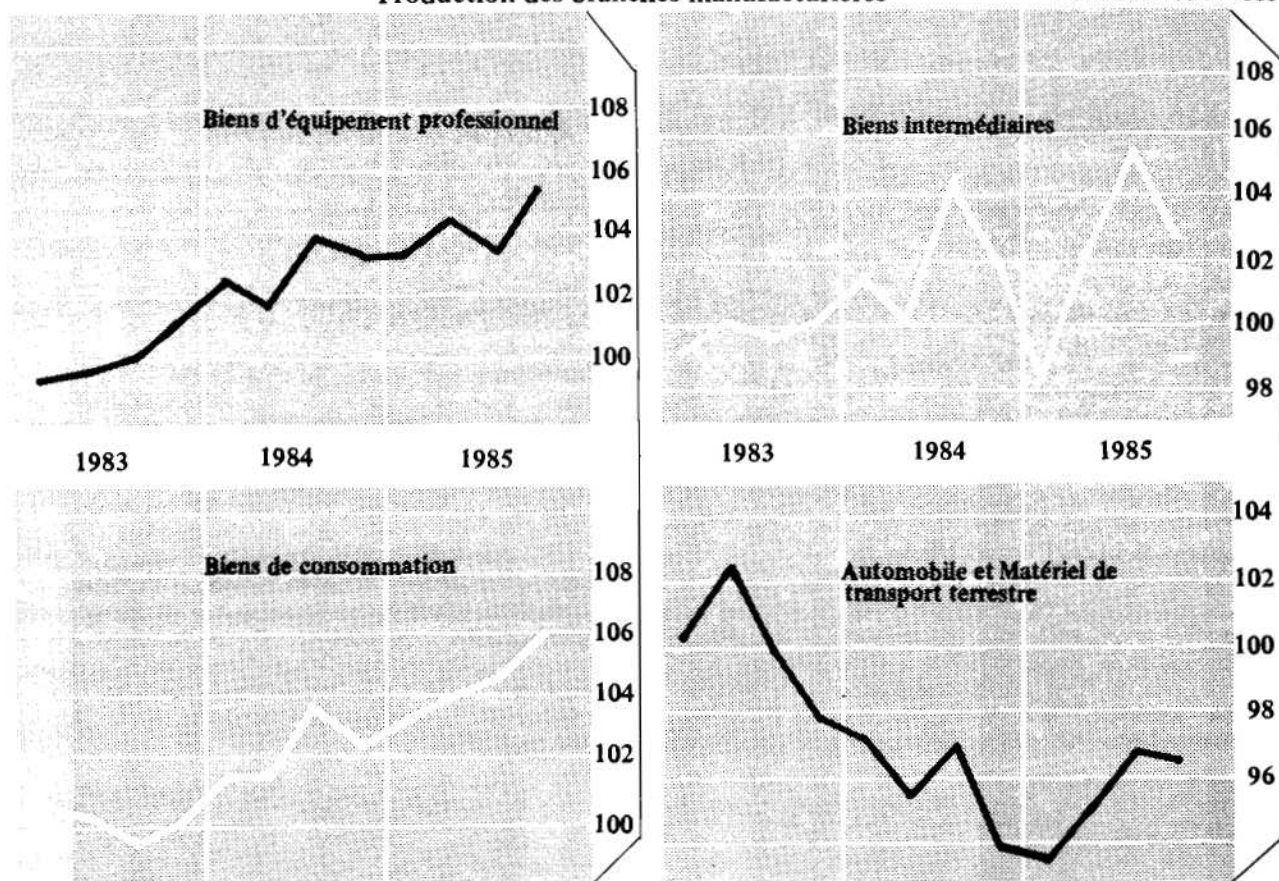
Ce n'est donc qu'au troisième trimestre que la production (+ 1,2 %) rattrape la demande et que les stocks de produits finis se reconstituent un peu*. Ce mou-

1/ Compte tenu de la tendance sur longue période de la formation de stocks manufacturés en France 70 (2 à 3 Milliards par trimestre), le chiffre positif de 1,1 Milliard s'analyse en fait comme un déstockage.

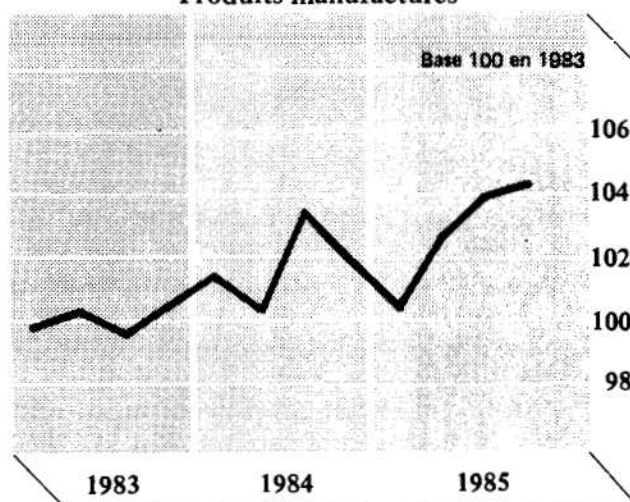
* Ces mouvements étant pour la plupart volontaires (sauf dans les biens intermédiaires) se lisent mal dans les enquêtes de conjoncture : des travaux économétriques ont en effet montré que l'opinion sur stocks reflète plutôt le stockage involontaire (elle ignore en particulier complètement les mouvements de termaillage réel).

Production des branches manufacturières

Indice base 100 en 1983



Produits manufacturés



La croissance des grandes branches de l'industrie manufacturière

Taux de croissance de la production (en %)	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Biens intermédiaires	0,2	-4,8	-4,1	-0,8	2,0	0,1
Equipement professionnel	4,2	3,1	0,2	-0,6	2,8	1,2
Automobile et transports terrestres	-0,9	-7,9	2,4	2,5	-4,1	-0,4
Biens de consommation	0,2	-2,2	2,5	1,3	2,3	2,1
Industrie manufacturière	1,1	-2,4	-0,3	0	1,8	1,0

vement est cependant éclipsé par le fort "termaillage réel" de la deuxième partie de l'année. Comme on l'a vu dans le chapitre sur les échanges extérieurs, des anticipations de change provoquent un gonflement simultané des importations et des stocks. De tels mouvements ont déjà été observés au 1er trimestre de 1983 et surtout au deuxième trimestre de 1982. Ils se traduisent en particulier par de forts achats de matières premières comme l'indiquent les industriels interrogés à l'enquête trimestrielle.

Au quatrième trimestre, ce mouvement semble se ralentir : les importations, tout en restant élevées, reculent ; les achats de matières premières par les industriels se réduisent. Le stockage encore fort n'apparaît donc plus qu'en partie lié au termaillage réel. Y participe aussi sans doute un léger excès de production : l'activité a crû de 3,3 % sur les deux trimestres intérieurs de l'année malgré une compétitivité qui s'effrite et la stabilisation du quatrième trimestre ne suffit sans doute pas à éponger ce surcroît de production. Ceci expliquerait que, malgré l'optimisme des industriels quant aux perspectives générales à terme de l'activité^{1/}, ils envisagent, selon l'enquête mensuelle de janvier, une légère réduction d'activité au début de l'hiver.

Sur l'ensemble de l'année 1985, la production manufacturière a crû de 1 % en moyenne annuelle et de 2,3 % en glissement. L'écart entre ces deux chiffres reflète la différence entre un premier semestre où l'activité stagne et un deuxième semestre où elle repart au rythme de 2 à 3 % l'an.

Mais la réduction de la croissance (1 % en 1985 contre près de 2 % en 1984) est due plus fondamentalement à l'effritement de notre compétitivité - les phéno-

Equilibre résumé des grandes branches de l'industrie manufacturière					
	Evolution annuelle en %				
	Ensemble	Biens intermédiaires	Biens d'équipem. profession.	Matériel de transport terrestre	Biens de consom.
Production	1	0,1	1,2	-0,4	2,1
Importations	5,9	6,2	6,8	7,4	2,5
Exportations	1,8	2,8	-0,2	3,3	2,9
Demande intérieure hors stocks ...	1,5	0,3	2,5	1,0	1,6

Contributions à la croissance du marché intérieur					
	Ensemble	Biens intermédiaires	Biens d'équipem. profession.	Matériel de transport terrestre	Biens de consom.
Evolution de la Demande intérieure y compris stocks	2,5	1,5	4,6	0,3	2,1
Contribution des Importations	2,2	2,4	3,3	2,5	0,7
Contribution de la Production nationale	0,3	-0,9	1,3	-2,2	1,4

1/ Cet indicateur non pondéré par les chiffres d'affaires est très influencé par les opinions des patrons de PME. Or ceux-ci manifestent actuellement un grand optimisme comme en témoignent leurs prévisions d'investissement pour 1986.

mènes climatiques n'ayant joué que sur le profil de la production - car le ralentissement de la demande mondiale aurait dû être compensé par le regain de la demande interne (voir le chapitre sur les échanges extérieurs). En réalité, la croissance de nos exportations s'est fortement réduite et dans un marché intérieur en augmentation de 2,5 %, la part assumée par la production française n'a crû que de 0,5 %.

Marges de capacité et contrainte sur l'offre

Les capacités de l'industrie française sont-elles proches de la saturation ? L'examen des marges de capacité disponibles avec embauche de l'enquête de conjoncture sur l'activité semblerait permettre de répondre par la négative, puisque celles-ci apparaissent proche de 20 % (voir graphique).

Il faut cependant tenir compte de trois faits :

- les marges de capacité ne sont pas connues à des niveaux fins (à cause de la petite taille de l'échantillon de l'enquête activité) : cette moyenne de 20 % peut donc masquer des secteurs où les capacités sont saturées
- les marges de capacité disponible sont loin d'être entièrement mobilisables : même aux époques de "boom", elles restaient proches de 15 % (15,6 % fin 1969, 13,9 % à l'automne 1973, 17,5 % au début de 1980)
- du fait des réticences actuelles des entrepreneurs à embaucher, l'indicateur le plus pertinent est sans doute maintenant les marges sans embauche (proches aujourd'hui de 12 %)

A l'examen des courbes de ces dernières, trois minima apparaissent : 1969, 1973-1974, 1979-1980. Les deux premières dates correspondent à des périodes de "surchauffe" où les capacités étaient saturées dans de nombreux secteurs. Le cas de 1979-1980 est moins clair.

En fin d'année 1985, les marges sans embauche se situent à plus de 5 points au dessus des minima absolus de 1969 et 1973-1974 et 3 points au dessus du minimum relatif de 1980. L'automobile et les biens d'équipement professionnel semblent très éloignés de la saturation. Les biens intermédiaires et les biens de consommation sont les plus "serrés" (5 points au dessus du minimum absolu). Les biens intermédiaires, malgré une reprise de l'activité médiocre depuis 1980, apparaissent relativement contraints si l'on se réfère à cette période (1 ou 2 points seulement de marge en plus). Les biens de consommation ont, eux, trois points de "mou".

Ces résultats semblent indiquer que, dans certains secteurs, les investissements de 1984-1985 se sont accompagnés de déclassements importants et n'ont guère permis d'accroître les capacités. Les industriels interrogés à l'enquête investissement de mars indiquent d'ailleurs depuis 1983 un ralentissement sensible dans l'extension de celles-ci. Dans les biens intermédiaires, où cette tendance est la plus claire, cette gestion très serrée du capital aboutirait à des tensions pour un supplément de demande de 3 %. Les biens de consommation ont un peu plus de marge mais ne pourraient non plus répondre à une forte poussée de la demande (de l'ordre de 4 %). En revanche, les autres secteurs ne semblent guère contraints.

A très court terme (c'est-à-dire jusqu'à la mi-1986 qui est l'horizon de cette note), sauf dans certains secteurs particuliers (chimie de base, fonderie-travail des métaux, construction mécanique), de fortes tensions restent donc improbables.

A plus long terme, l'inconnue reste l'effet des forts investissements des derniers trimestres. Dans quelle mesure sont-ils déjà opérationnels ? Quelle est l'ampleur des déclassements qui vont accompagner leur mise en oeuvre ?

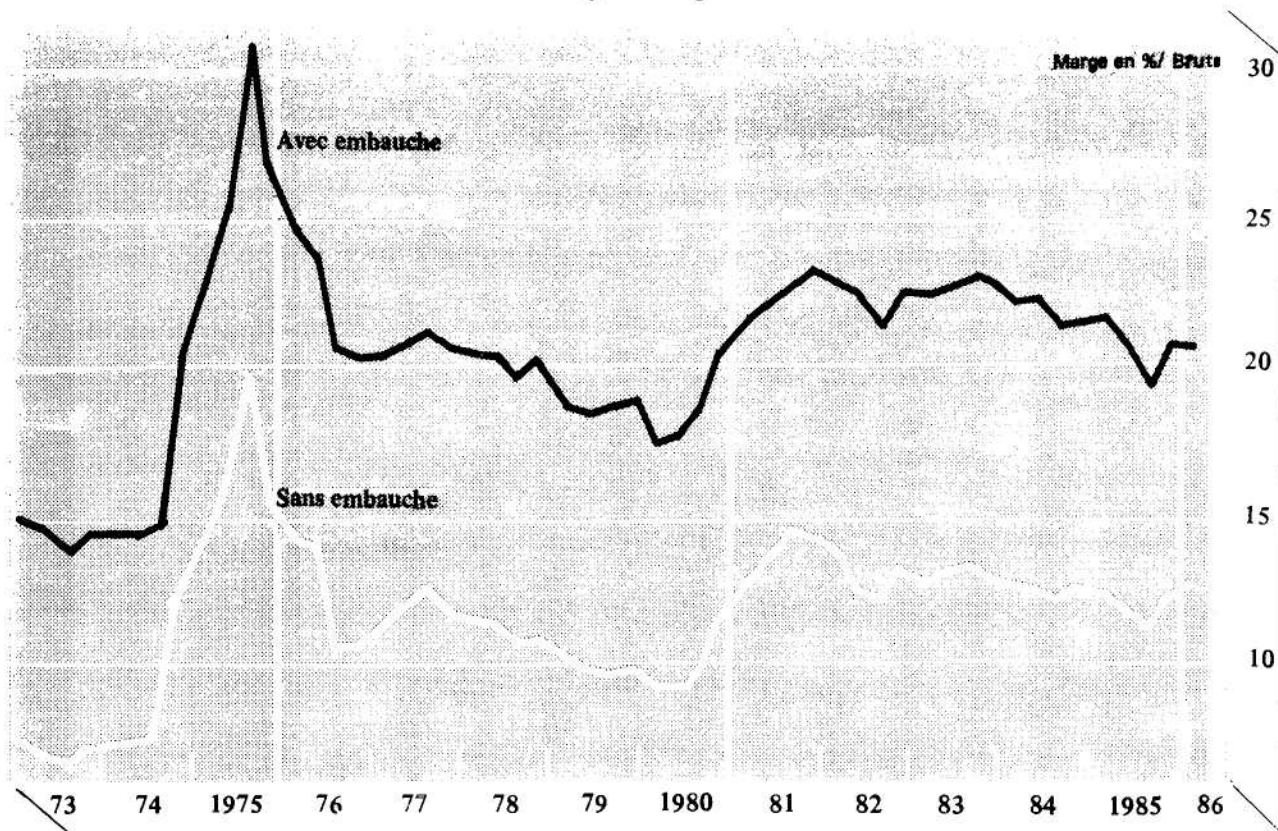
Comme on l'a remarqué plus haut, le profil marqué de l'activité en 1985 est largement le reflet de l'activité des **biens intermédiaires**. La vague de froid y a eu un effet beaucoup plus sensible que dans les autres branches. D'une part, les processus de fabrication y sont plus vulnérables au froid (hauts fourneaux, installations chimiques). Dans certains cas, la production a été arrêtée pendant plusieurs jours : dans les matériaux de construction, la production en janvier est moitié de celle de décembre. D'autre part, le froid entraînait un surcoût pour tous les traitements à chaud qui a pu pousser à limiter la production. Enfin EDF a quelque peu encouragé les gros consommateurs à réduire leur demande afin d'éviter une saturation du réseau.

Au deux trimestres suivants, l'activité croît à un rythme rapide afin de rattraper le retard et de reconstituer les stocks. L'appréciation de ce rythme de croissance est cependant brouillée en juillet-août par l'apparition depuis 1984 d'une saisonnalité nouvelle, trop récente cependant pour être prise en compte par les traitements statistiques habituels. Depuis cette date en effet, les industries grosses consommatrices d'énergie profitent des tarifs préférentiels d'EDF pour intensifier leur activité en juillet-août.

Le repli de la production au quatrième trimestre est donc en partie factice. Mais il traduit aussi les difficultés que rencontrent nos industriels à l'exportation (amenuisement de notre compétitivité, ralentissement de la reprise américaine et contingentements). Enfin, le jeu des stocks qui pourrait sembler a priori favorable ne profite en fait qu'aux importations comme on l'a vu.

Sur l'ensemble de l'année, la production de biens intermédiaires, après la forte croissance de 1984, plafonne.

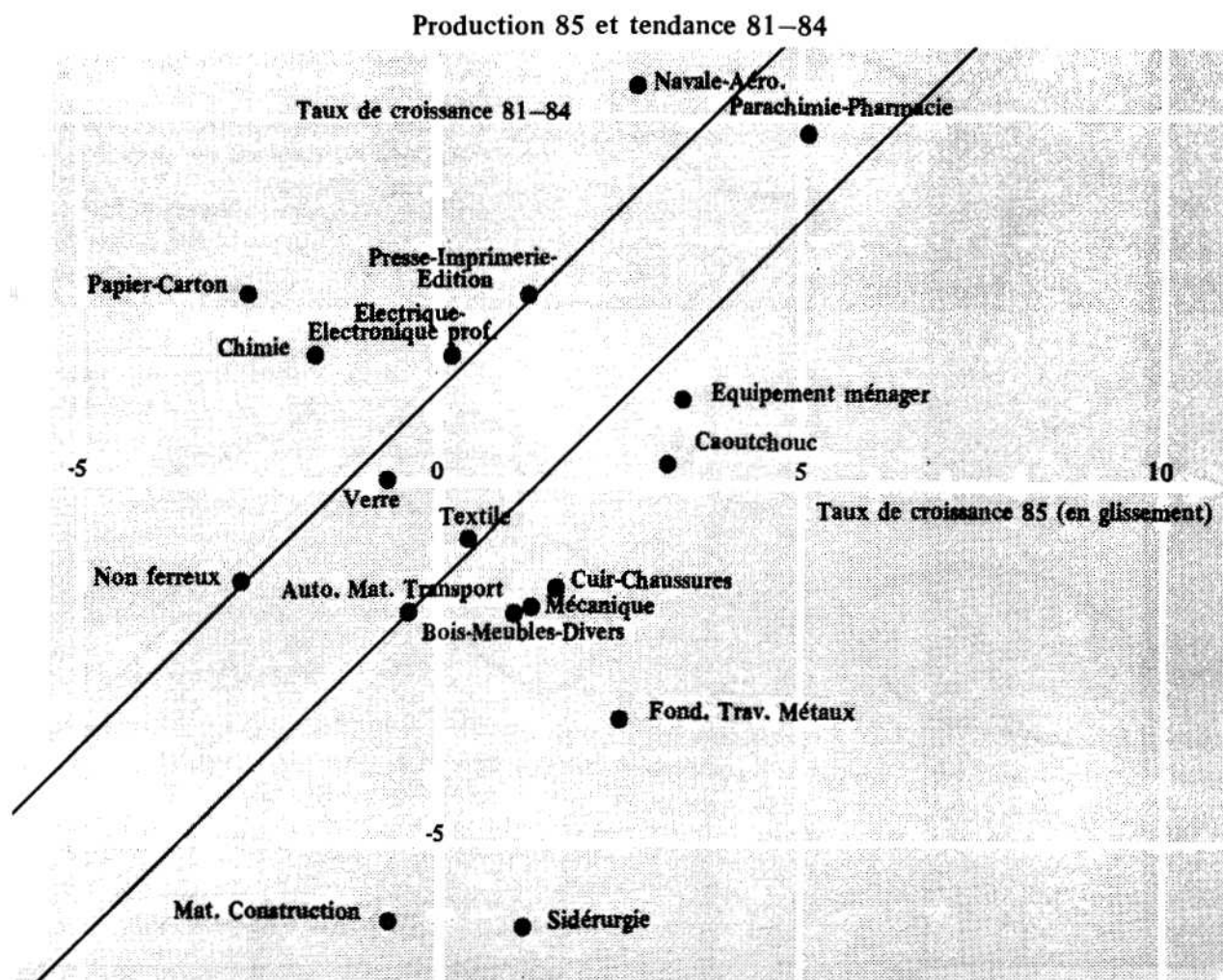
Marges de capacité



La croissance de l'activité dans les **biens d'équipement professionnel** s'est-elle aussi ralentie (1,2 % en 1985 contre 2,8 % en 1984), à cause de la stagnation des exportations (après une hausse de 7,5 %) provoquée par la diminution des grands contrats. En revanche, tirée par la croissance de l'investissement des entreprises en matériel, la demande intérieure a augmenté comme en témoignent les ventes du commerce de gros. Cette amélioration, même si elle a été adressée en majeure partie aux entreprises étrangères, a aussi profité aux producteurs nationaux (voir tableau).

Dans la construction électronique, malgré la croissance sensible des exportations, la production s'est maintenue au même niveau qu'en 1984. En revanche, la demande intérieure dont la hausse était d'ailleurs modeste s'est davantage tournée vers l'étranger. La branche de l'armement, de la construction navale et aéronautique enregistre une progression de son activité malgré la réduction de ses exportations. Dans cette branche où les délais de fabrications peuvent être très longs, l'écart entre une production soutenue et des livraisons à la baisse provoque un accroissement important des stocks de travaux en cours. La production a aussi augmenté dans la construction mécanique, en raison de la hausse importante de son marché intérieur.

Dans la **construction automobile**, la consommation, une fois éliminé l'effet "concessionnaires" (voir chapitre sur la consommation) a pratiquement stagné au niveau très médiocre de 1984. Sur ce marché atone, les constructeurs étrangers ont encore augmenté leurs parts de marché et seule la croissance des exportations (3,3 %) a permis à la production nationale de demeurer à peu près stable en moyenne annuelle. Le profil de l'activité marqué par une reprise au printemps est cependant plus favorable.



Après la baisse de la fin 1984, la situation dans les **biens de consommation** s'est améliorée dès le début de l'année, quand la consommation des ménages a repris et que les commerçants ont commencé à reconstituer leurs stocks.

Les biens de consommation, dont la production augmente depuis 1982 de 2 % par an, sont la branche où la croissance a été la plus forte ; ils n'ont pas semblé connaître de problèmes de compétitivité en 1985 : en particulier la croissance des importations a été très modérée (2,5 %). La parachimie-pharmacie qui croît au rythme de 5 % l'an depuis plusieurs années, reste évidemment la branche la plus dynamique de ce groupe. En revanche, l'activité a stagné dans le textile-habillement.

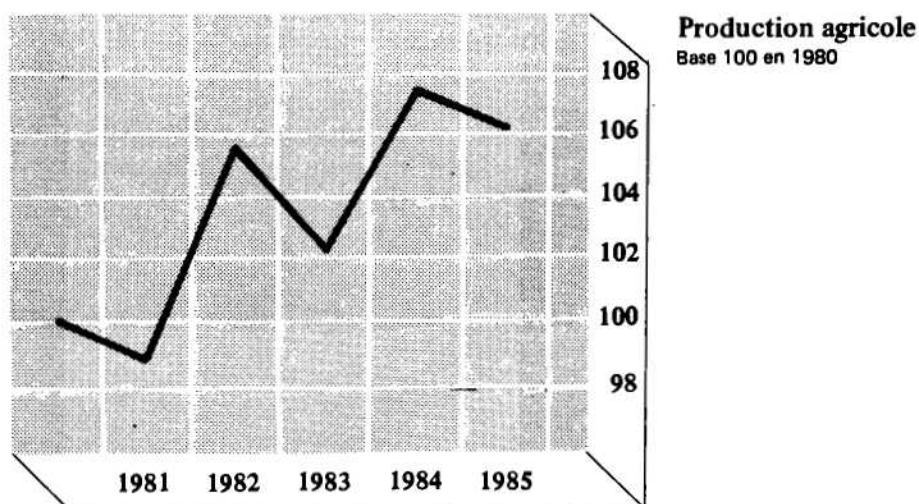


b. Le BTP

La baisse de la production qui était très forte depuis trois ans, s'est sensiblement ralentie en 1985. Après un début d'année perturbé par les conditions atmosphériques, l'activité s'est nettement améliorée aux 2ème et 3ème trimestres. Au delà du rattrapage, ce mouvement laissait espérer une véritable reprise. Mais il ne s'est pas confirmé au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année, les mises en chantier devraient être voisines du niveau de 1984 (295 000).

En revanche, l'activité dans le second oeuvre a progressé selon l'enquête de conjoncture dans le bâtiment. De même, les constructions autres que le logement sont plus importantes qu'en 1984 : les surfaces mises en chantier augmentent de 9 %, cette amélioration provenant plus des bâtiments commerciaux et de bureaux que des bâtiments industriels.

Dans les Travaux Publics, l'activité a fortement baissé au 1er trimestre, puis fortement augmenté au printemps pour tendre à se stabiliser par la suite. Elle se serait maintenue au niveau de 1984.



c. L'agriculture

1985 aura été une bonne année pour la production agricole^{1/} qui ne recule en effet que faiblement par rapport à l'année exceptionnelle de 1984. Les livraisons, alimentées par un déstockage de céréales et de vins, restent stables.

Conformément à une tendance de long terme, les livraisons de produits végétaux progressent plus rapidement en volume que celles de produits animaux. Cette année, avec des mouvements de sens opposé (0,9 % contre - 2,1 %), cette tendance se trouve même accentuée.

Globalement en retrait par rapport à 1984, la récolte céréalière conserve cependant un niveau élevé. Pour le blé, les rendements, bien que plus forts que ceux de 1982 considérés à l'époque comme exceptionnels, sont un peu plus bas qu'en 1984. La surface ensemencée se réduit également (6 %). La production de blé bien que satisfaisante est donc nettement inférieure à celle de 1984 (- 14 %). En revanche, l'augmentation de la superficie ensemencée et les conditions climatiques favorables permettent une forte croissance de la production de maïs (21 %).

La récolte de vin de la campagne 1985-1986 bénéficie à la fois de quantités abondantes et d'une excellente qualité. La production globale serait, en quantités, nettement supérieure à celle de l'an dernier (7 %), elle dépasserait la moyenne des cinq dernières années. L'hiver rigoureux, l'été chaud et sec n'ont donc pas perturbé la récolte. Seule exception, le champagne, le vignoble champenois ayant souffert des gelées de printemps.

L'explosion de la production d'oléagineux amorcée en 1979-1980, se poursuit en 1985 au rythme de 25 % en volume.

Depuis 1984, la production animale est affectée par les décisions communautaires ; en particulier, le marché des gros bovins est perturbé par les abattements consécutifs à la mise en place des quotas laitiers. Cette année, les livraisons, tout en conservant un niveau élevé, sont en recul par rapport à 1984 qui avait enregistré l'effet maximum des quotas. Sur l'ensemble de l'année, la baisse est estimée à 5 %.

Parallèlement, la collecte laitière connaît pour la première fois depuis le début de la décennie 70, une évolution marquée à la baisse (-2,5 %). Compte tenu de l'importance de ce poste dans la production agricole française, ce retournement de tendance est un des faits marquants de 1985.



^{1/} Cependant le revenu des agriculteurs aurait continué à baisser.

2. Les résultats des entreprises

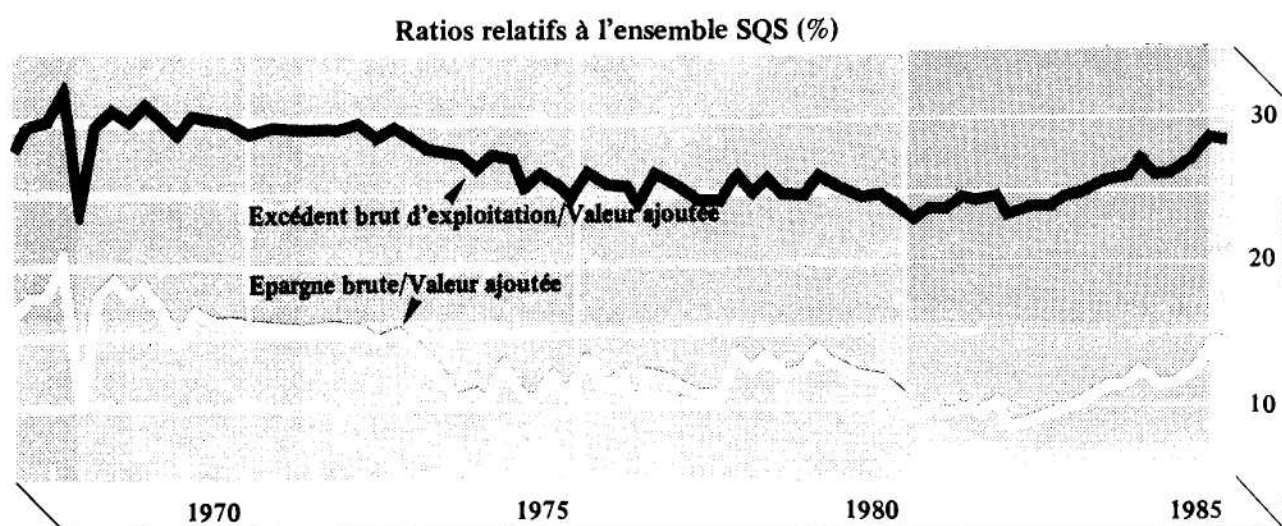
Le ralentissement du coût unitaire induit par la réduction des charges salariales s'accélère au deuxième semestre quand la baisse du dollar vient se conjuguer à celle du prix des matières premières importées. Les prix de production, comme on l'a vu (chapitre sur les prix), ne suivent qu'en partie ce mouvement à la baisse, soit que les chefs d'entreprise aient tardé à apprécier l'ampleur de la réduction de leurs coûts, soit qu'ils aient tenu à accélérer la restauration de leurs profits au risque d'une dégradation de leur compétitivité. Enfin la fiscalité pesant sur les entreprises s'allège (taxe professionnelle).

Ce mouvement de réduction des charges et de reconstitution des profits se lit dans deux sources différentes : les comptes nationaux trimestriels et l'enquête de trésorerie dans l'industrie de décembre. Selon celle-ci, la hausse des charges n'est plus un facteur de dégradation des trésoreries que pour 25 % des industriels alors que 70 % d'entre eux la mentionnaient en 1982. Cette même enquête indique une réduction sensible des difficultés de trésorerie depuis 1983 : celles-ci seraient maintenant du même ordre qu'en 1976 ou 1979. Les comptes nationaux trimestriels mettent également en lumière ce redressement. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des sociétés et quasi-sociétés retrouve en fin d'année des niveaux inconnus depuis le premier choc pétrolier.

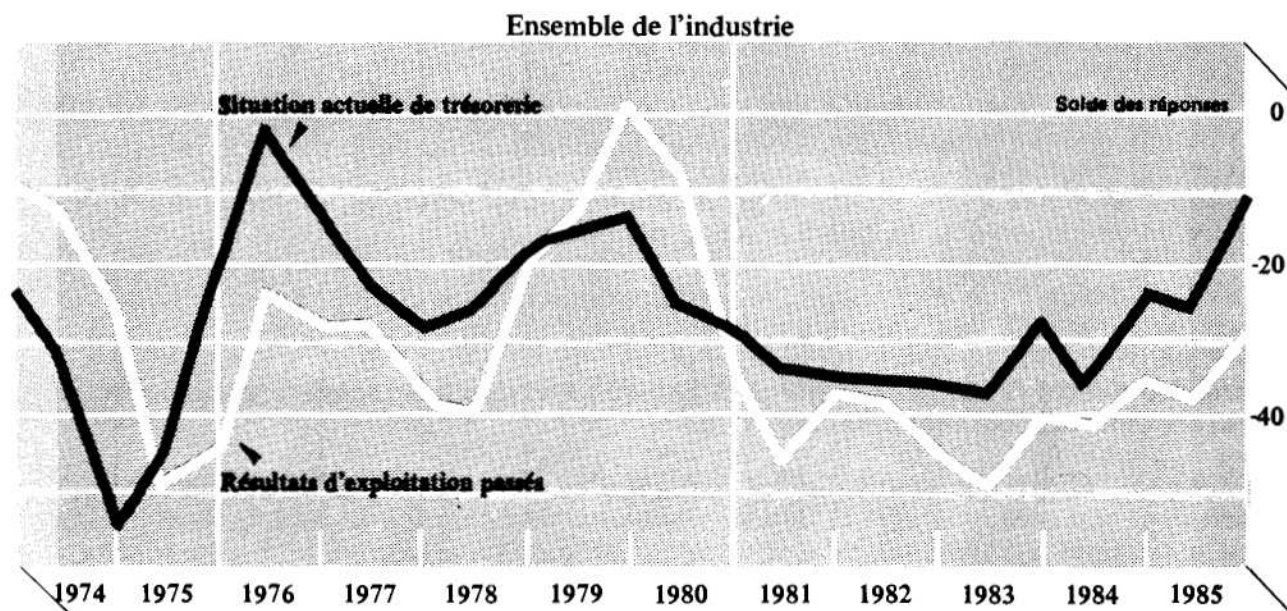
Cette amélioration est essentiellement acquise au deuxième semestre (voir graphique du ratio EBE sur valeur ajoutée). En effet, au premier semestre, l'activité est médiocre et le cours du dollar reste, en moyenne, élevé ; de plus, les mesures de trésoreries prises par les Caisses de Sécurité Sociale provoquent un accroissement des cotisations sociales.

En termes d'épargne brute, l'amélioration des résultats des entreprises est encore plus marquée. En effet, l'accroissement des charges d'intérêts ne serait guère supérieur à l'inflation alors que l'EBE augmenterait de 15 %. En conséquence, l'épargne brute croîtrait de 25 % et le ratio Epargne Brute sur Valeur Ajoutée serait en fin d'année voisin du meilleur niveau de 1979 mais légèrement inférieur à ceux observés au début des années 70.

Il est cependant nécessaire de rappeler ici la fragilité de ces données : l'estimation de l'EBE comme celle de l'épargne brute est obtenue par solde et subit les imprécisions sur les autres postes.



Ratios des comptes des entreprises									
1982	1983	1984		1985					
MA	MA	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	MA	
37,5	37,3	38,4	EBE/VA des entreprises	38,3	38,8	39,6	39,2	39,0	
24,0	24,4	26,4	EBE/VA des SQS	26,6	27,3	28,7	28,3	27,7	
9,1	9,8	11,9	Epargne/VA des SQS	11,8	12,6	14,4	14,0	13,2	



A ce stade de l'année, il est difficile de déterminer exactement quels secteurs ont particulièrement bénéficié du redressement des résultats : on ne sait en particulier rien des services. Les informations les plus fiables sont celles concernant le secteur public. La partie de celui-ci qui appartient à l'industrie concurrentielle reste déficitaire de près de 6 milliards de francs, RENAULT (- 10 milliards de F), USINOR (- 3) et SACILOR (- 3 également) tirant l'ensemble vers le bas. De même, l'ensemble des entreprises sous tutelle du FDES (c'est-à-dire les GEN, la COGEMA, etc) est globalement excédentaire hors SNCF. L'ensemble des entreprises publiques reste au total déficitaire de près de 10 milliards de francs, ce déficit étant cependant trois fois moindre qu'en 1984.

Pour les autres secteurs (en dehors de l'agriculture où les revenus baisseraient une nouvelle fois), les enquêtes de conjoncture apportent une information précieuse, bien que qualitative : les difficultés de trésorerie resteraient importantes dans le BTP ; elles se réduiraient dans le commerce et surtout dans l'industrie.

L'enquête sur la concurrence étrangère apporte un éclairage particulier sur ce dernier secteur. Selon cette enquête, le gonflement des marges à l'exportation permis par le dollar fort au premier semestre se résorbe ensuite tandis que l'accélération de la réduction des coûts permet une sensible augmentation des marges sur le marché français au cours de la deuxième partie de l'année.

Ainsi, aussi bien les comptes trimestriels que la plupart des séries des enquêtes de conjoncture indiquent une amélioration notable de la situation finan-

cière des entreprises, en particulier industrielles, en 1985 ; cependant, le jugement sur les résultats d'exploitation (enquête trésorerie) ne se redresse que lentement et reste relativement médiocre.

Une première explication de cette appréciation serait que les industriels jugent encore insuffisants leurs résultats par rapport aux montants d'investissement à réaliser. En effet, si le taux d'autofinancement est proche de 90 % pour l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés à la fin 1985, il est peut être moins élevé dans l'industrie où la reprise de l'investissement a été vive. Une telle interprétation semble cependant devoir être rejetée, car, selon l'enquête investissement, les industriels sont de plus en plus nombreux à "pouvoir réaliser tous les investissements nécessaires" (voir graphique).

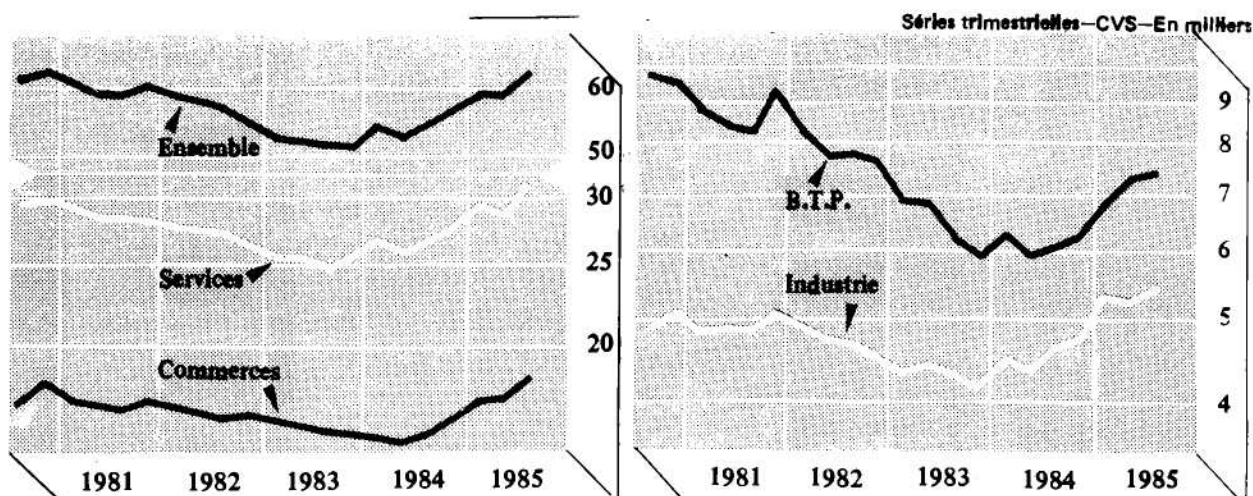
Une deuxième explication plus vraisemblable du jugement mitigé des industriels sur leurs résultats est liée à leur volonté de limiter leur endettement ; en effet, le taux de rémunération des capitaux empruntés ne semble plus inférieur au taux de rentabilité des investissements comme il l'était pendant les années 60 et 70 ; l'effet de "levier", c'est-à-dire l'accroissement de rentabilité des capitaux propres grâce à la moindre rémunération des capitaux empruntés, ne joue plus.

Les créations d'entreprises

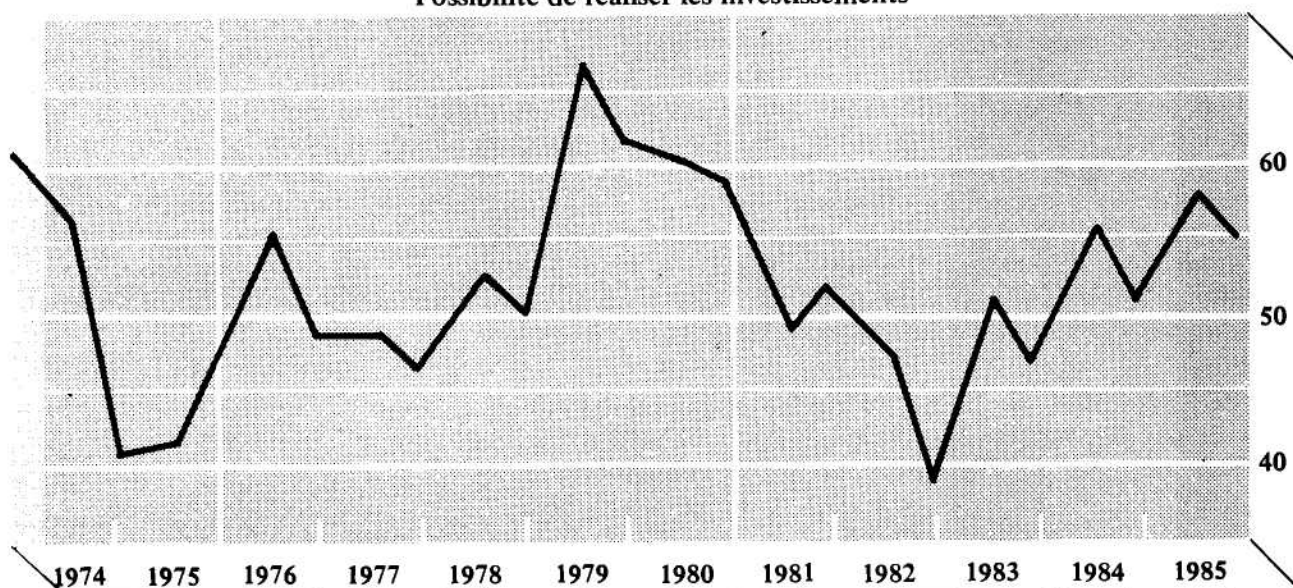
L'amélioration des résultats des entreprises semble aller de pair avec une augmentation sensible des créations dans tous les secteurs. C'est ce qu'indique non seulement l'enquête du Centre d'Etudes sur les PME (CEPME), mais aussi la statistique plus exhaustive fondée sur le fichier Sirène dont on dispose depuis le début de l'année.

Celle-ci fait apparaître une forte reprise des créations depuis le début de 1984 (voir graphique). Cependant, dans le même temps, les disparitions s'accroissent.

Dans l'état actuel de l'appareil statistique, il est très difficile d'estimer exactement les niveaux et seules les évolutions sont fiables. Il n'est donc pas possible en particulier d'établir un solde précis des créations et des disparitions. Selon le CEPME cependant, les premières seraient quatre fois supérieure aux secondes.



Possibilité de réaliser les investissements



Les entreprises continueront cependant vraisemblablement à emprunter plus qu'elles ne remboursent mais elles chercheront à réduire leurs emprunts et à augmenter la part des capitaux propres dans le total de leurs bilans. Cette tendance au "désendettement relatif" est cependant contrecarrée par l'attrait des placements financiers. Ceux-ci se développent en effet rapidement : les souscriptions d'obligations par les entreprises passeraient de 10 à près de 40 milliards de F. Ainsi observe-t-on en fait une tendance au surfinancement c'est-à-dire que les crédits nouveaux ne se réduisent pas aussi vite que la diminution du besoin de financement des entreprises pourrait le permettre.

3. L'investissement

L'investissement des entreprises stagne en 1985. Cependant, en termes de comptes nationaux, cette stagnation est masquée par un changement dans le mode de calcul de la FBCF en matériel de transport : celle-ci inclut maintenant les achats de véhicules de démonstration par les concessionnaires automobiles. Or, à la suite de modifications de la réglementation d'une part, et de la politique commerciale des constructeurs d'autre part, ces achats ont fortement diminué en 1985 (voir chapitre sur la consommation). Cet effet jouant pour 1,5 point, la FBCF^{1/} recule comptablement de 1,5 % (aux prix de l'année précédente).

Le seul secteur où l'investissement augmente est l'industrie concurrentielle (+ 9 %) ; en revanche une baisse sensible continue d'être enregistrée dans les GEN et l'agriculture (voir tableau). Enfin, dans le BTP et les commerces-services, l'investissement pourrait se stabiliser (les estimations pour ces deux secteurs sont cependant particulièrement fragiles).

Dans l'investissement global, la partie bâtiment-travaux publics continue de diminuer, bien qu'à un rythme modéré. En revanche, la FBCF en biens d'équipement continue sa progression.

1/ Il faut noter que cette estimation est hors crédit-bail. Or le recours à celui-ci semble s'accroître comme en témoigne l'enquête de trésorerie auprès des industriels.

Investissement des entreprises par secteur (aux prix de l'année précédente)

	Structure 1984 en %	Taux 84/83 (rappel) de variation en volume	Taux 85/84 de variation en volume corrigé de l'effet "concession- naires"	Taux 85/84 de variation en volume non corrigé de l'effet "concession- naires"
Hors logements	91,7	- 2,5	1,5	-0,5
- GFN	20,1	-7	-4,5	-4,5
- FBCF productive des autres SQS-EI	71,6	-1	3	1
dont :				
- Industrie	32,3	9	9	9
- Agriculture	7,1	-12	-10	-10
- BTP	3,6	-9	-1	-1
- Commerces Services	28,6	-7	0	-5
En logement	8,3	- 7	- 4	- 4
TOTAL	100,0	- 3	0,5	-1

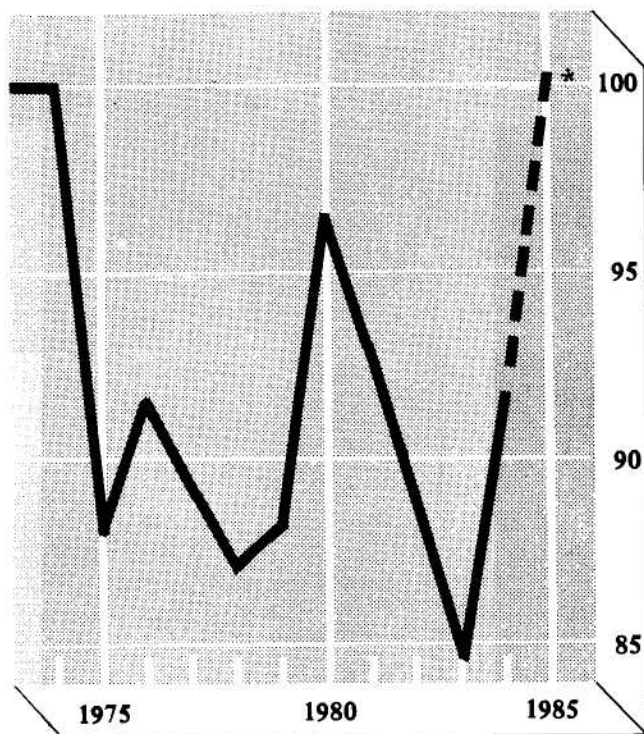
L'investissement industriel dans la CEE

En 1985, les principaux partenaires de la France dans la CEE annoncent des augmentations en volume de l'investissement dans l'industrie concurrentielle supérieure à celle prévue en France : l'augmentation moyenne serait de 15 %. En revanche sur les trois dernières années, seule l'Angleterre (en raison en particulier d'incitations fiscales) fait mieux que nous. Mais une telle comparaison est délicate car elle dépend fortement de l'année de base choisie.

Taux de croissance aux prix de l'année précédente

	En volume		
	1983	1984	1985
RFA	-2	-1	16
Grande-Bretagne	-2	15	10
Italie	-9	-1	12
France	-5	10	9
Moyenne CEE	-3	7	15

Source : Enquêtes sur l'investissement



Investissement en volume tiré de la Comptabilité Nationale (Niveau, base 100 en 1973)

* (Prévision tirée de l'enquête)

La prépondérance des investissements en matériel s'explique aisément : d'une part, c'est essentiellement l'industrie qui investit, d'autre part l'investissement est surtout de remplacement et de modernisation et ne nécessite guère de bâtiments nouveaux.

Une autre caractéristique de cet effort d'investissement de l'industrie française est sa répartition par taille d'entreprise - ce sont toujours les grandes entreprises qui accroissent le plus leur investissement (20 % contre 7 % aux PME) - et par secteur : la progression reste forte dans les biens intermédiaires où la rénovation de l'appareil productif se poursuit ; elle s'accélère dans les biens d'équipement professionnel et l'automobile. D'autre part, contrairement à 1984, la croissance de l'investissement du secteur privé l'emporte sur celle du secteur public.

Pour l'ensemble de l'industrie concurrentielle, la progression (9 %) sera donc beaucoup plus vive que ne le préoyaient les industriels au début de 1985 (3 %). Trois causes peuvent expliquer cette révision : d'abord, l'augmentation des prix des biens d'équipement a été plus faible que prévue ; ensuite, le redressement des résultats d'exploitation a été plus rapide qu'on ne l'escomptait (voir encadré). Enfin l'arrivée à échéance du dispositif d'amortissement exceptionnel à la fin 1985 a pu pousser les industriels à avancer leurs dépenses d'investissement.

Dans les autres secteurs, le panorama est plus morose ; la tendance à la décroissance de la FBCF des Grandes Entreprises Nationales (GEN) se poursuit et la baisse de l'investissement agricole sera plus forte qu'on ne le prévoyait en décembre.

Enfin, dans le commerce et les services, l'investissement pourrait se stabiliser car les commerçants en gros font état d'une amélioration de leurs ventes à ces secteurs.

La mollesse de l'investissement dans les secteurs non industriels semble donc bien confirmer que l'amélioration des résultats des entreprises reste essentiellement le fait de l'industrie concurrentielle.

Le rôle du profit et des anticipations de demande dans la croissance de l'investissement industriel

L'analyse économique distingue traditionnellement deux déterminants majeurs de l'investissement : d'une part l'effet "d'accélérateur" qui rend compte des anticipations des entreprises concernant la demande qui leur sera adressée, et d'autre part l'effet "profit" qui résume les déterminants financiers de l'investissement. Les influences respectives de ces deux facteurs dans l'industrie peuvent être étudiées à l'aide d'un modèle simple^{1/}.

Le tableau ci-contre montre que ces deux effets avaient jusqu'aux années récentes des contributions de même ampleur. Le fait nouveau qui apparaît ces dernières années est que le rôle du taux de profit est de plus en plus important. La reprise récente de l'investissement industriel serait donc davantage due à l'amélioration des comptes des entreprises qu'à de meilleures anticipations de demande.

Il faut cependant nuancer ce résultat : l'analyse de la contribution de ces deux facteurs à l'investissement n'est en effet pas très sûre dans la mesure où il existe de fortes corrélations entre eux. De plus, le taux de profit n'est qu'un des déterminants financiers de l'investissement. Enfin, la reprise de l'investissement industriel étant un phénomène récent dont l'avenir dira s'il est durable, nous manquons peut-être de recul pour en analyser les causes avec certitude.

1/ Pour des précisions sur ce modèle, cf. "Modèles économétriques de l'investissement" par P.A. MUET Annales de l'INSEE N° 35, Juillet-Septembre 1979.

Variation moyenne du taux d'accumulation du capital dans l'industrie

en points

	1980/1973	1983/1980	1985/1983
Variation annuelle moyenne du :			
- taux constaté	- 0,50	- 0,28	+ 0,54
- taux désiré	- 0,58	- 0,28	+ 0,79
Contribution des variables explicatives			
- accélérateur	- 0,32	- 0,18	+ 0,21
- taux de profit	- 0,32	- 0,14	+ 0,47

VI - L'emploi et le chômage

En 1985, l'emploi industriel a continué à baisser à un rythme soutenu (- 130.000). En revanche, l'amélioration est sensible dans le BTP (où l'emploi est presque stable) et dans les commerces (+ 30.000 salariés). Les services marchands continuent à créer des emplois (+ 40.000). Au total, l'emploi des secteurs marchands non agricoles reste déficitaire. En revanche, grâce aux 190.000 TUC, les emplois totaux ont progressé de 100.000.

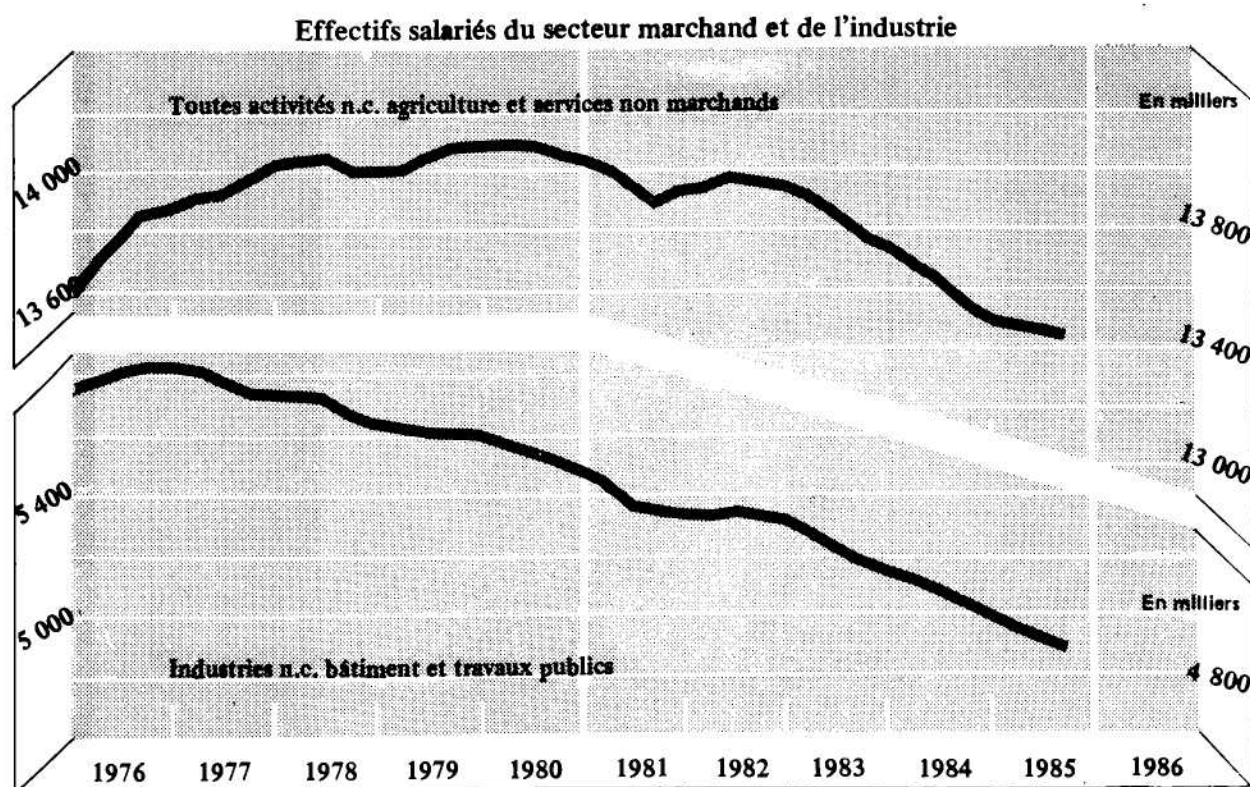
Le chômage (mesuré en termes de DEFM) a reculé pour la première fois depuis 1968 (- 89.000).

Ce recul ne s'explique pas uniquement par l'amélioration de l'emploi (y compris TUC). Il est dû aussi à la généralisation de la gestion informatisée (effet d'inventaire) et aussi à une sollicitation plus systématique des chômeurs âgés afin qu'ils optent pour le régime de solidarité.

1. L'emploi

L'amélioration de l'emploi en 1985 est le fait des secteurs non industriels et plus particulièrement, du BTP où les réductions d'effectifs se ralentissent, et du commerce où l'emploi croît légèrement.

Le BTP, après deux années marquées par une baisse de l'emploi salarié de l'ordre de 13 %, voit sa situation se redresser nettement en particulier au printemps 1985 où l'activité est stimulée par le rattrapage des grands froids du début de l'hiver. Cependant les embauches sont en grande partie sous contrats à durée déterminée.



L'emploi dans les **commerces** aurait augmenté d'environ 30.000 salariés en 1985, en net contraste avec 1983 et 1984 où il avait diminué.

L'ensemble des **services marchands** continue à créer 40.000 emplois par an. Seuls les transports-télécommunications et les services liés à l'automobile perdent des emplois.

Dans l'**industrie** au contraire, la dégradation ne s'est atténuée que partiellement : les réductions d'effectifs se poursuivent à un rythme soutenu (130.000 contre 170.000 en 1984). Ces suppressions d'emplois sont particulièrement nombreuses dans l'équipement ménager, l'automobile, le charbon, la sidérurgie et l'industrie du cuir et de la chaussure.

L'année 1984 avait connu des gains de productivité exceptionnellement élevés dans l'industrie. 1985 apparaît de ce point de vue plus proche de 1983. Si les pertes d'emploi continuent donc au rythme observé en 1984, c'est qu'il y a réduction identique des rythmes de croissance de la production d'une part et de la productivité d'autre part.

Evolution de l'emploi salarié au cours des trois dernières années, par secteur						
Secteur d'activité	Niveau au 31/12/85 *	Taux de variation au cours de... (en %)				
		l'année 83	l'année 84	l'année 85	1er sem.85	2è sem. 85
U01 Agriculture	270	- 3,6	- 3,2	- 3,1		
U02 I A A	544	+ 0,3	- 1,0	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,7
U03 Energie	296	+ 0,6	- 1,8	- 1,8	- 1,0	- 0,8
U04 Biens intermédiaires ...	1 246	- 4,2	- 3,8	- 2,6	- 1,4	- 1,2
U05 Biens d'équipement	1 578	- 2,5	- 3,8	- 3,7	- 1,9	- 1,8
U06 Biens de consommation ..	1 186	- 3,0	- 3,1	- 2,8	- 1,2	- 1,6
U07 B G C A	1 186	- 6,7	- 6,8	- 1,2	+ 0,2	- 1,4
U08 Commerces	2 011	- 0,4	- 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 0,3
U09 Transports-Télécom.	1 306	+ 0,4	- 0,3	- 0,7	- 0,5	- 0,2
U10 Services marchands	3 408	+ 1,5	+ 1,1	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,5
U11 à U13 banques, assurances	669	+ 1,4	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,5
U14 Tertiaire non marchand**	4 185	+ 1,9	+ 1,1	+ 5,3		
Ensemble**	17 885	- 0,6	- 1,1	+ 0,7		
<i>dont :</i>						
U02 à U06 industrie hors BGCA	4 850	- 2,6	- 3,2	- 2,6	- 1,3	- 1,3
U02 à U07 industrie y.c. BGCA	6 036	- 3,4	- 3,9	- 2,3	- 1,0	- 1,3
U08 à U13 tertiaire marchand	7 394	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,3
U02 à U13 secteurs mar- chands non agricoles ...	13 430***	- 1,3	- 1,7	- 0,6	- 0,2	- 0,4
* Données brutes, calées sur le recensement de 1982 au 1/4.						
** Y compris TUC estimés à 190.000 dont 186.000 rémunérés en fin de mois.						
*** Estimation cohérente avec les résultats provisoires pour le quatrième trimestre de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre du Ministère du Travail.						

Au total, l'ensemble des **secteurs marchands non agricoles** reste déficitaire : 80.000 emplois ont disparu (contre, il est vrai, 170.000 en 1984). En revanche, grâce aux 190.000 TUC, l'**emploi salarié total** progresse (+ 120.000). La variation de l'emploi salarié est donc analogue à celle de 1982, à condition toutefois d'y intégrer les emplois précaires que sont les TUC (comme le recommande le Bureau International du Travail).

L'emploi non-salarié est assez mal connu à cette époque de l'année ; mais certains indices donnent à penser que sa baisse se serait ralentie : le nombre de chômeurs ayant bénéficié d'une aide pour la création de leur entreprise a doublé, passant à 70.000. L'ensemble des créations d'entreprises augmente fortement (voir chapitre résultats des entreprises).

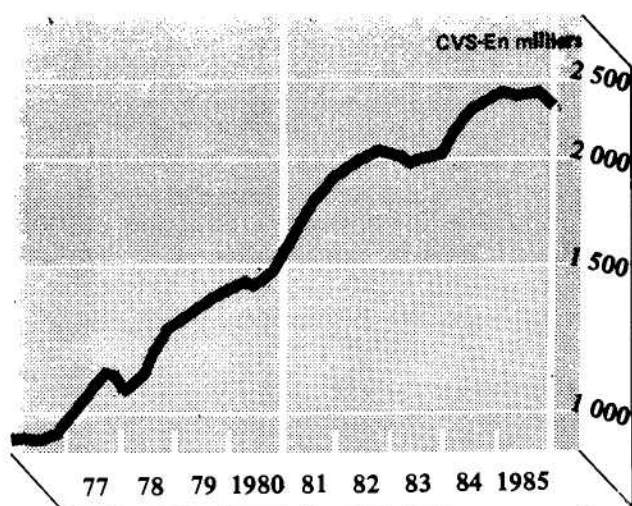
Au total, la contribution négative de l'emploi non salarié serait faible et l'emploi total progresserait de 100.000 (en comptant les TUC) alors qu'il avait baissé de 250.000 unités en 1984 (et de 170.000 en 1983).

2. Le chômage

Le chômage (mesuré en termes de DEFM) a reculé, pour la première fois depuis 1968 (- 89.000 de fin décembre à fin décembre).

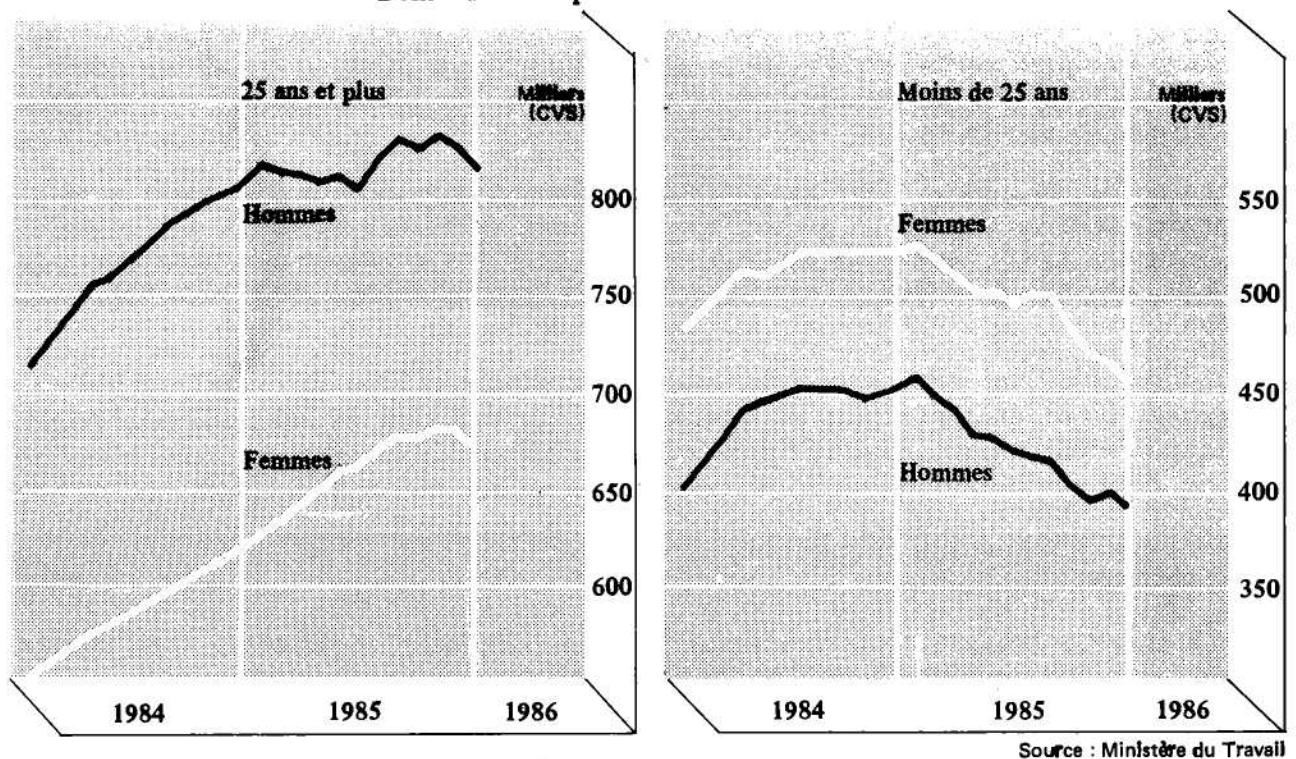
Ce recul n'est pas directement reliable aux déterminants habituels du chômage : ressources en main d'oeuvre et emploi, même si on inclut dans celui-ci les travaux d'utilité collective (TUC). Pour en rendre compte, il faut recourir à une analyse plus précise des classes d'âge et des flux d'entrée et de sortie.

Pour les jeunes demandeurs d'emploi, les sorties du chômage par entrée en TUC ou en stage ont été considérables au cours de l'année 1985 (voir encadré) et expliquent bien la diminution de plus de 13 % de leur nombre (- 150.000). La très grande majorité des 190.000 "tucistes" de la fin 1985 était en effet inscrite auparavant à l'ANPE et une partie de ceux qui sont sortis des dispositifs en cours d'année (120.000) ne sont pas retournés s'inscrire à l'Agence, soit qu'ils aient trouvé un emploi plus stable, soit qu'ils aient choisi d'autres formules de stage (comme les stages d'initiation à la vie professionnelle) ou de formation. La part des jeunes dans le chômage total s'est donc considérablement réduite, passant de 44 % à moins de 40 %.



Demandes d'emploi en fin de mois

Demandes d'emplois en fin de mois



Le chômage des adultes (25-49 ans) est le seul à augmenter en 1985, en particulier celui des femmes (+ 12 % contre + 4 % pour les hommes), mais sa progression s'interrompt à partir du début de l'automne. Cette quasi-stabilité ne peut guère s'expliquer que par le développement des stages pour chômeurs de longue durée, dits "stages modulaires" (plusieurs dizaines de mille à la fin décembre) et aussi par la généralisation de la gestion informatisée des demandes d'emploi sur tout le territoire (qui conduit à apurer les fichiers). En revanche, les nouveaux congés de conversion ont été encore peu utilisés depuis leur mise en place à l'été ; ils seraient inférieurs à 1.000 unités.

La baisse des demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans est très accentuée en fin d'année ; il semble qu'à partir de 55 ans ceux-ci aient été plus systématiquement incités à opter pour le régime de solidarité en renonçant à chercher un emploi : sur l'ensemble de l'année, le nombre de ces demandeurs "découragés" atteindrait presque 50.000.

L'année 1985 est marquée par un flux de sorties de chômage qui s'accroît. Les absences au contrôle ou non réponses à une convocation qui représentent un tiers des sorties atteignent un niveau record à la fin 1985 (183.000 au cours du mois de décembre) : on ne possède malheureusement guère d'informations sur les motifs réels qui conduisent à ces annulations. Les sorties correspondant à des entrées en stage pour les jeunes ou à un arrêt de recherche pour les demandeurs âgés, sont en forte augmentation ; les reprises d'activité progressent également, mais à un degré moindre. En revanche, les placements effectués par l'ANPE sont de moins en moins fréquents, le volume d'offres transitant par l'Agence étant, il est vrai, devenu très faible.

L'évolution des entrées en chômage est plus tendancielle : celles-ci sont cependant un peu plus nombreuses qu'en 1984 et sont de plus en plus liées aux fins d'emplois précaires (missions d'intérim, TUC, et surtout contrats à durée déterminée). A l'opposé, les premières entrées se réduisent depuis l'été.

Au total, 1985 est non seulement l'année d'une réduction du chômage (au moins en termes de DEFM) mais aussi celle d'une meilleure fluidité du marché du travail dont témoigne l'amélioration générale des taux d'écoulement des demandes d'emploi, particulièrement sensible pour celles de faible ancienneté.

Les mesures institutionnelles en 1985

En 1985, les mesures favorisant l'emploi ou visant à réduire le volume du chômage concernent surtout les jeunes. La principale d'entre elles, tout au moins celle qui a eu le plus d'effets, est la mise en place effective des travaux d'utilité collective (TUC) à partir du mois de février. Cette formule, assimilée d'après les recommandations du Bureau International du Travail à de l'emploi, correspond à des tâches de 3 mois à 1 an, exercées à mi-temps, rémunérées 1.200 F par mois (+ 500 F éventuellement), et effectuées auprès d'association, de fondations, d'établissements privés, de collectivités locales... par des jeunes de 16 à 21 ans^{1/}. Le nombre de stagiaires rémunérés a fortement progressé de février jusqu'à l'été 1985 puis, après une pause, a repris sa croissance au cours du dernier trimestre malgré des sorties assez nombreuses ; environ 90 % des jeunes entrés en TUC étaient auparavant inscrits à l'ANPE comme demandeurs d'emploi. A la fin de leur stage, certains trouvent un emploi ou se voient reconduire dans le même poste, d'autres suivent une autre formation.

Les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) constituent avec les contrats d'adaptation ou de qualification les formules mises en place à la suite des discussions et accords inter-professionnels sur la formation alternée. D'un démarrage plus difficile que les TUC, ils ont touché au cours de l'année 1985 plusieurs dizaines de milliers de jeunes (environ 50.000 SIVP, 20.000 contrats d'adaptation et 3.000 contrats de qualification en données cumulées à la fin décembre 1985). Les mesures plus anciennes (contrats d'apprentissage, contrats emploi-formation et emploi-adaptation, stages 16-18 ans ou 18-25 ans) n'ont, semblent-ils, pas trop souffert de la concurrence des formules nouvelles, du moins jusqu'à la fin 1985 qui est marquée par un ralentissement des contrats emploi-formation ou adaptation.

Les congés de conversion mis en place à l'été 1985 et visant à élargir les mesures qui avaient été instaurées pour la sidérurgie, l'automobile et les chantiers navals, ne touchaient en fin d'année que 628 salariés avec un nombre de bénéficiaires potentiels de 7.000.

L'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise a bénéficié à 70.000 personnes au cours de l'année 1985, soit un doublement par rapport à l'année précédente. Le nombre d'entreprises ainsi créées a dépassé 50.000 (voir chapitre sur les résultats des entreprises).

Enfin, les dispenses d'activité dans la sidérurgie, les conventions du Fonds National pour l'Emploi pour les licenciés de plus de 55 ans (70.000 bénéficiaires potentiels en 1985), et les aides au retour pour les travailleurs immigrés (10 à 20.000 départs d'actifs en 1985) sont venues s'ajouter à ce dispositif.

^{1/} Le dispositif a été étendu à l'été 1985 aux demandeurs de 21 à 25 ans chômeurs depuis plus d'un an.

Masse salariale brute					Evolutions nominales %			
1982	1983	1984				1985		
MA	MA	MA	84.I	84.II		85.I	85.II	MA
16,1	10,7	7,6	3,5	3,0	(+) Taux de salaire horaire moyen toutes entreprises	2,9	2,9	6,0
-2,6	-0,8	-0,3	-0,1	-0,1	(+) Durée du travail	-0,1	0,0	-0,2
13,1	9,8	7,2	3,4	2,9	(=) Salaire moyen par tête toutes entreprises	2,8	2,9	5,9
0,0	-0,8	-1,5	-0,7	-0,9	(+) Effectifs	-0,6	-0,3	-1,2
13,1	8,9	5,6	2,7	2,0	(=) Masse salariale brute toutes entreprises	2,2	2,6	4,6
13,0	9,9	8,7	5,6	0,9	(+) Salaire moyen par tête des administrations publiques ...	2,5	3,1	4,6
2,1	1,4	0,5	0,2	0,2	(+) Effectifs	0,2	0,2	0,4
15,4	11,4	9,2	5,8	1,1	(=) Masse salariale brute des administrations publiques ...	2,7	3,3	5,0
13,3	9,5	6,3	3,3	1,8	Masse salariale brute	2,3	2,6	4,6
11,2	9,6	7,3	3,4	3,3	Prix à la consommation des comptes nationaux	2,7	2,2	5,5

Pouvoir d'achat du revenu disponible : contributions								%
1982	1983	1984				1985		
MA	MA	MA	84.I	84.II		85.I	85.II	MA
1,0	0,0	-0,5	-0,1	-0,8	(+) Masse salariale brute	-0,2	0,3	-0,5
-0,6	-0,3	-0,6	-0,4	-0,1	(-) Cotisations sociales salariées	0,1	-0,3	-0,1
0,4	-0,3	-1,1	-0,5	-0,9	(=) Masse salariale nette	-0,1	0,0	-0,6
2,4	0,8	0,7	0,4	0,5	(+) Prestations sociales	0,7	0,4	1,1
2,8	0,5	-0,4	-0,1	-0,4	(=) Revenus salariaux et sociaux	0,6	0,4	0,5
0,6	-0,5	0,0	0,0	0,0	(+) Autres revenus nets	-0,1	0,3	0,0
3,4	0,0	-0,4	-0,1	-0,4	(=) Revenu avant impôts	0,5	0,7	0,5
-0,4	-0,6	-0,4	-0,2	0,0	(-) Impôts	-0,8	1,4	0,0
3,0	-0,6	-0,8	-0,3	-0,4	(=) Revenu disponible	-0,3	2,1	0,5
11,2	9,6	7,3	3,4	3,3	Déflateur utilisé*	2,7	2,2	5,5

*prix de la consommation marchande des ménages issu de la Comptabilité Nationale Trimestrielle

VII - Le revenu et la demande des ménages

Le volume de la masse salariale n'évolue guère en glissement au cours de l'année 1985 et continue à baisser en moyenne annuelle par suite du fort acquis négatif de la fin 1984. La croissance du volume des prestations sociales permet toutefois au pouvoir d'achat des ménages de recommencer à augmenter en 1985 : +0,5 %. Le profil des impôts fait que ce retournement a lieu au second semestre.

La consommation croît, elle, plus sensiblement : + 2,1 % aux prix de 1970. Un quart environ de cette augmentation peut être considéré comme transitoire et attri-

bué aux aléas climatiques et à un effet spécifique lié aux immatriculations de véhicules neufs par les concessionnaires. Cette reprise de la consommation est surtout marquée dans les produits industriels, notamment la pharmacie et les biens durables.

Le taux d'épargne atteint un minimum au premier trimestre puis se redresse en fin d'année, sans qu'on puisse savoir encore s'il s'agit là d'un retournement de la tendance à la baisse observée depuis quatre ans.

1. Le pouvoir d'achat *

En 1985, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages a recommencé à augmenter après deux années de diminution : + 0,5 % en 1985 après - 0,8 % en 1984 et - 0,6 % en 1983 (+ 3 % en 1982). Ce changement est dû pour l'essentiel à l'évolution plus favorable des revenus avant impôts, et pour le reste à un net freinage de la croissance des impôts sur le revenu et sur le patrimoine. En termes d'évolution infra annuelle, les gains de pouvoir d'achat se font essentiellement au second semestre 1985. Ce profil est dû à celui des impôts (voir chapitre 3).

Le volume de la **masse salariale nette** reçue par les ménages baisse pour la troisième année consécutive, mais cela résulte d'un effet d'acquis en fin d'année 1984 car l'évolution infra annuelle de ce poste est peu marquée. Ce profil assez plat résulte d'un mouvement de ciseaux entre le volume des cotisations sociales salariés, dont le poids s'alourdit au second semestre, et la masse salariale brute, dont le volume s'accroît au cours de la même demi-année.

Le changement du rythme d'inflation entre le premier et le second semestre étant de - 0,5 point, l'amélioration de 0,9 point du volume de la **masse salariale brute** est comptablement due pour environ les deux tiers à la moindre inflation de la deuxième moitié de l'année, et pour un tiers à une évolution plus favorable de la masse salariale brute nominale au second semestre entièrement due à la moindre décroissance des effectifs (voir chapitre 6).

Le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête dans l'ensemble des entreprises augmente de 0,4 % en moyenne annuelle recouvrant une stabilité du pouvoir d'achat au premier semestre et un gain de 0,7 % au second lié au freinage de l'inflation (voir chapitre 4). Dans les administrations publiques, par contre, il diminue de 0,9 % en moyenne 1985 en raison du mode de comptabilisation des primes de rattrapage en comptabilité nationale (voir Chapitre 3, paragraphe 1.1).

* Le déflateur utilisé ici est le prix de la consommation marchande des ménages issu de la Comptabilité Nationale Trimestrielle, qui a crû de 5,5 % en moyenne annuelle (2,7 % au premier semestre et 2,2 % au second).

En ce qui concerne les **prestations sociales**, leur profil semestriel est assez tranché, avec un premier semestre où elles croissent fortement (+ 1,7 % en volume) et un second semestre moins soutenu (+ 0,6 % en volume) : il faut voir là les conséquences du froid sur les prestations santé (voir chapitre 3).

2. La consommation totale et les aléas de 1985

L'année 1985 est marquée par une nette reprise de la consommation des ménages qui progresse de 2,1 % en moyenne annuelle contre 0,7 % en 1984 et 1 % en 1983 (après la forte croissance de 1982 : 3,4 %). En moyennes semestrielles, cette reprise est particulièrement nette sur le premier semestre : + 1,6 %, contre 0,9 % au second semestre.

Afin de dater plus précisément cette reprise, concentrons nous sur les seuls produits manufacturés dont la variabilité est plus forte que celles des autres produits : depuis le début de 1983, leur consommation avait diminué en moyenne annuelle ainsi qu'en moyenne trimestrielle à l'exception du quatrième trimestre 1983 (+ 0,8 %) et du troisième trimestre 1984 (+ 0,4 %). Avec + 2,0 %, le premier trimestre 1985 tranche donc très fortement sur le passé. Cette reprise de la consommation survenue au premier trimestre a devancé celle du pouvoir d'achat du revenu disponible qui n'intervient qu'au second semestre.

Cependant des phénomènes spécifiques importants ont affecté l'évolution de l'ensemble de la consommation cette année. Tout d'abord l'aléa climatique a soutenu non seulement la consommation d'énergie mais également les dépenses de santé (pharmacie et soins) en provoquant l'instauration d'une situation épidémique ; les effets de la température ont été également sensibles sur les dépenses d'habillement (textile, cuirs) même en fin d'année. De plus, des mesures réglementaires ont affecté la croissance de la consommation des ménages en véhicules neufs, au détriment, sans doute des achats d'occasion récente (voir ci-après).

L'ensemble de ces effets spécifiques peut être assimilé à une consommation transitoire, qui se serait imposée aux ménages et aurait ainsi perturbé leur partage consommation-épargne. Aussi apparaît-il intéressant d'essayer de chiffrer leur impact sur l'évolution de la consommation par grand poste, afin d'obtenir une image de l'année 1985 à peu près expurgée de sa composante aléatoire.

a. L'aléa climatique : énergie, santé et habillement

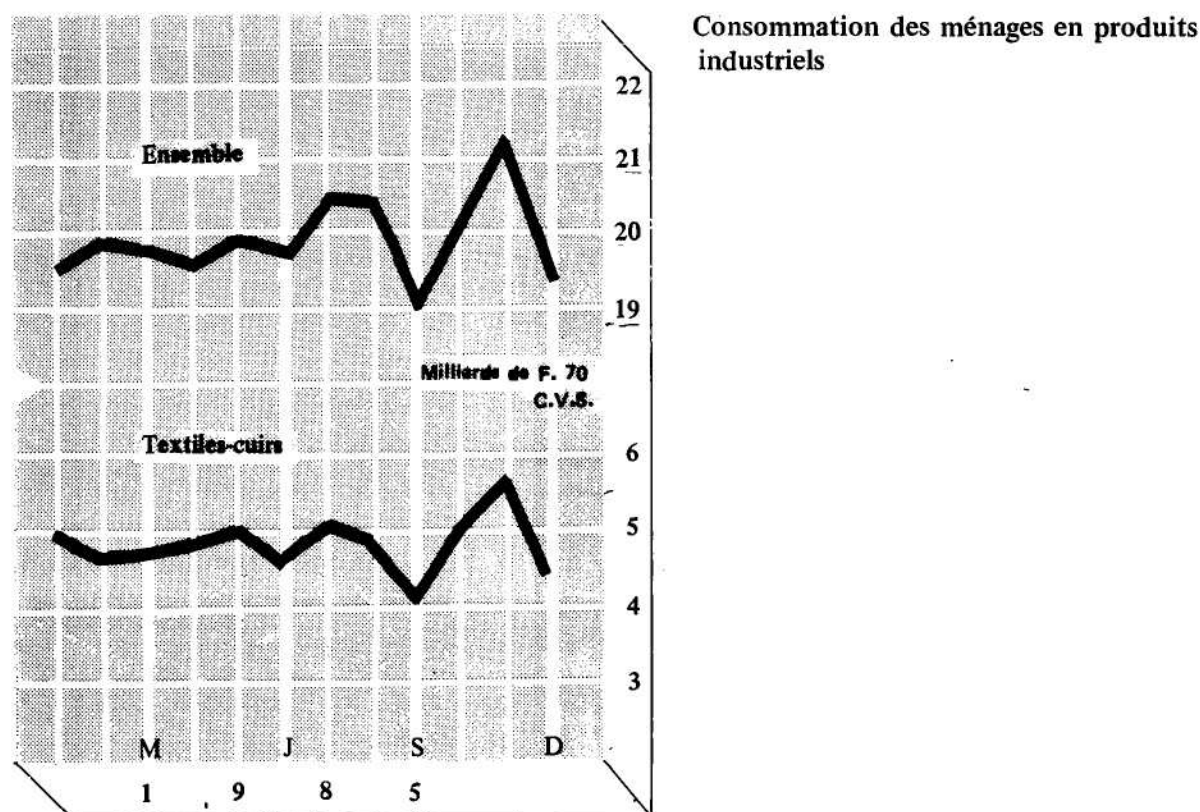
A la vague de froid de janvier, a succédé un mois de mars plutôt défavorable, ce qui a fortement accru la **consommation d'énergie** au premier trimestre ; de même la fin d'année a également été marquée par un climat inhabituel avec un mois de novembre très froid, qui n'a pas été entièrement compensé par la douceur du climat en octobre et en décembre.

Corrigeant les consommations observées de l'effet climatique, on peut déterminer quelle aurait été la consommation totale d'énergie si le climat de l'année 1985 avait été, chaque mois, le climat moyen des trente dernières années : ainsi, dans la croissance en moyenne annuelle de 2,6 % en volume de ce poste, 1,4 % sont imputables au climat de l'année 1985 et 0,2 % au climat de l'année 1984 (effet d'acquis dû à une température un peu plus douce que d'habitude au dernier trimestre de 1984). Autrement dit, à climat moyen tant en 1984 qu'en 1985, ce poste n'aurait cru que de 1,0 % en volume. Rapporté à la consommation totale, l'impact du climat de la seule année 1985 sur les dépenses d'énergie représente 0,1 point de la croissance annuelle en volume au prix de 1970, et 0,2 point en valeur^{1/}.

1/ Le coefficient budgétaire de l'énergie en valeur est beaucoup plus fort que celui en volume en raison des hausses du prix de l'énergie survenues depuis 1970, année de référence pour les prix constants.

Les conditions de température ont également affecté l'état de la santé. La situation épidémique contribue ainsi à la croissance des **dépenses de santé** : consultations, visites, et surtout pharmacie (pour environ 1,7 % sur plus de 12 % de croissance annuelle dans ce dernier cas). Quant à l'impact sur l'hospitalisation (personnes âgées) il n'a pas été possible de l'évaluer. Il n'en reste pas moins que les effets de cette morbidité ainsi chiffrés représentent environ 0,1 point de croissance annuelle de la consommation totale en volume.

Quant à la **consommation de textiles-cuirs**, elle a connu un emballement passager en janvier (essentiellement dans la chaussure), qui peut être estimé à 0,6 % de la croissance annuelle de l'ensemble de l'habillement. Le climat a continué de perturber son évolution au mois le mois durant toute l'année. Aussi le profil heurté de cette consommation est-il en grande partie responsable des fortes variations mensuelles de la consommation de produits industriels en 1985. Même si les évolutions au trimestre le trimestre sont encore marquées par l'aléa climatique, l'hypothèse d'une compensation entre les pics et les creux des différents mois paraît la plus plausible, à l'exception toutefois du pic de janvier 1985.



L'ensemble de l'aléa climatique représente ainsi 0,2 point de croissance annuelle de la consommation totale en volume, acquis essentiellement au premier trimestre.

b. Un effet spécifique : les achats de véhicules de démonstration

En 1985, les immatriculations de voitures neuves par les particuliers hors crédit-bail ("leasing") sont en nette reprise : elles augmentent de 6,2 % alors que le marché total stagne quasiment (+ 0,5 %). Cet écart est d'un ordre de grandeur tout-à-fait inhabituel ; il est dû à un changement de réglementation

affectant les immatriculations de véhicules **neufs** par les **concessionnaires** (traitées par la comptabilité nationale en FBCF des sociétés) : suite à un changement de la politique commerciale des constructeurs et à un arrêté de novembre 1984, instaurant une durée minimum de détention de 3 mois pour bénéficier d'une carte grise gratuite sur ces véhicules, les immatriculations de véhicules neufs effectuées par les concessionnaires sont progressivement passées de 12 % à 6 % du marché environ.

Or ces véhicules, souvent quasi-neufs, sont ensuite en grande partie achetés par les ménages, mais à titre d'**occasion**. Entre 1984 et 1985, tout semble s'être passé comme si, du fait d'une contraction de cette offre, les ménages avaient largement reporté sur les marchés du neuf ces achats d'occasion qu'ils effectuaient auprès des concessionnaires^{1/}.

Pour avoir une vision sans rupture des achats d'autos par les ménages, il faut donc s'intéresser aux achats sur le marché du "neuf-et-quasi-neuf", ce qui conduit à diminuer d'environ 6 points la croissance en volume de la consommation des ménages en automobile. Celle-ci n'est d'ailleurs pas seulement définie par les immatriculations en nombre : la tendance à l'achat d'automobiles mieux équipées à l'intérieur de la même gamme conduit à un effet de structure qui représente environ 2 points de croissance par an dans la période récente ; de plus le poste automobile regroupe d'autres moyens de transport (cycles et moto-cycles) dont le marché est en régression.

Au total, plutôt que celle de la croissance des immatriculations de voitures neuves, l'image qui doit prévaloir en 1985 sur la consommation des ménages en automobiles est donc celle d'une quasi stagnation, qui fait suite à une chute brutale en 1984 ; la forte croissance de l'année 1982 se trouve ainsi plus qu'effacée. Sur ce marché plutôt atone, le taux de pénétration étrangère a continué de croître mais à un rythme ralenti, se situant à 36,6 % en 1985 après 35,5 % en 1984 (et respectivement 32,7 % et 30,6 % en 1983 et 1982).

Consommation des ménages en volume : une correction des aléas												
												CVS %
Evolution observée					Poste	Evolution hors effets climatique et spécifique (1)						
85.1	85.2	85.3	85.4	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	85.I	85.II	MA
9,2	-9,1	4,7	2,8	2,6	Energie	3,0*	-3,0	4,9	1,3	1,2*	4,0	1,2*
1,9	1,3	0,3	1,2	2,2	Produits industriels (yc BTP)	0,6	2,0	0,1	1,8	0,7	2,0	1,4
					dont :							
1,5	2,2	5,2	-1,9	2,8	a) biens durables	1,2	0,9	3,7	-0,2	0,8	4,1	1,2
4,6	1,5	11,0	-11,2	7,1	- auto	3,4	-2,7	6,2	-6,4	0,2	1,4	1,6
1,5	-0,1	-3,2	5,3	-1,2	b) textile-cuirs	-0,6	2,0	-3,2	5,3	-2,3	0,4	-1,8
2,4	1,5	-1,0	1,4	3,6	c) autres prod. indust.	0,8	2,7	-0,6	1,4	2,3	1,4	3,1
1,5	0,3	0,2	1,0	2,1	Consommation totale	0,6	1,0	0,2	1,1	1,1	1,2	1,7

(1) L'effet climatique touche la consommation d'énergie, de textile-cuirs et aussi la consommation de santé (pharmacie et services). Seule l'année 1985 est ici corrigée de cet aléa.

Un autre effet spécifique existe sur l'automobile (achats de véhicules de démonstration).

* Si l'année 1984 avait été également corrigée du climat, l'évolution de l'énergie aurait été de -0,8 % au premier trimestre soit -0,7 % en moyenne semestrielle et 1,0 % en moyenne annuelle.

1/ La forte croissance des achats en crédit-bail cette année (+ 28 % après toutefois une baisse de 7 % en 1984) semble un indice supplémentaire de ce changement dans la segmentation de l'ensemble du marché automobile.

Ainsi corrigée de ses composantes aléatoires, la reprise de la consommation des ménages reste nette même si elle n'est plus que de 1,7 % en moyenne annuelle au lieu de 2,1 %. La datation de ce changement de tendance est par contre à attribuer plutôt au deuxième trimestre 1985 qu'au premier si on considère l'ensemble des produits industriels, et même plutôt au troisième si ce sont les biens durables qui servent d'indicateur : la corrélation avec le redressement du pouvoir d'achat apparaît ainsi plus clairement.

L'arrêt de la tendance à la baisse de la consommation n'a d'ailleurs été reconnu qu'à l'été par les détaillants, qui restaient encore pessimistes au printemps bien qu'ils aient enregistré un redressement de leurs ventes dès les premiers mois de l'année (après, il est vrai, une fin d'année 1984 médiocre). Le niveau élevé de l'activité commerciale en juillet a convaincu les professionnels de l'existence d'une reprise durable de la consommation ; aussi, malgré les fluctuations au mois le mois de celle-ci liée aux aléas climatiques (notamment pour le textile habillement), les perspectives des commerçants n'ont cessé de s'améliorer au cours du second semestre et sont désormais presque aussi favorables qu'au début 1982.

3. L'évolution de la consommation par grands postes

Sur l'année 1985, les achats de **produits alimentaires** sont en légère accélération par rapport à l'année précédente (1,1 % contre 0,7 % en moyenne annuelle) ce qui semble à peu près compatible avec les faibles élasticité-revenu et prix de ce poste. Dans cet ensemble toutefois, le rythme de croissance de la viande n'augmente pas alors que la baisse de son prix relatif se poursuit à un rythme d'environ 2 % l'an comme en 1983 et 1984. La consommation de tabac s'accélère tout particulièrement (5,5 % contre 3,8 % en 1984 et 2,9 % en 1983), d'une part à cause de la grève de novembre 1984 qui avait pesé sur le niveau de la consommation de 1984, d'autre part à cause de l'effet des prix : la suppression de la vignette sécurité sociale en juillet 1984 joue à plein sur l'évolution des prix relatifs en 1985 (- 6,4 % contre - 1 % en 1984 et - 0,4 % en 1983).

Consommation des ménages en volume par grands postes								
Evolution observée								%
1982	1983	1984			Poste	1985		
MA	MA	MA	84.I	84.II		85.I	85.II	MA
1,2	1,1	0,7	0,6	0,0	Alimentation	0,9	0,5	1,1
0,0	3,8	2,3	4,1	-3,6	Energie	4,0	1,1	2,6
6,0	-1,1	-2,1	-1,3	-0,7	Produits industriels (y.c. BTP)	1,7	1,6	2,2
					dont :			
10,7	-4,3	-5,1	-2,5	-3,1	a) biens durables	1,7	5,2	2,8
17,3	-2,2	-11,9	-11,8	1,3	- auto	3,5	5,6	7,1
8,0	-5,2	-2,1	1,8	-4,8	- autres	1,0	5,2	1,1
3,8	-2,2	-3,8	-2,9	0,7	b) textile - cuirs	-1,3	-0,7	-4,2
4,0	1,9	1,1	0,4	0,1	c) autres produits indust.	3,4	0,4	3,6
3,0	2,2	2,6	1,3	1,1	Services (y.c. non marchands) .	1,5	0,5	2,3
3,4	1,0	0,7	0,5	0,0	Consommation totale	1,6	0,9	2,1

Hors effet climatique, la **consommation d'énergie** a été notablement affectée par l'évolution des prix relatifs tant du fioul que du carburant. Ainsi la hausse du prix relatif du carburant (+ 4,8 % en 1985 contre + 1,1 % en 1984 et - 1,6 % en 1983) accompagne la baisse de la consommation (- 1,9 % en 1985 après + 0,5 % en 1984 et + 1,1 % en 1983). Le profil infraannuel de cette consommation suit d'ailleurs l'évolution contrastée des prix relatifs, en forte hausse au premier semestre et nettement orientés à la baisse au second.

Il en est de même pour la consommation de fioul("fuel") dont la diminution, particulièrement forte cette année hors effet climatique (- 8 % contre - 3 % en 1984), a certainement été accentuée par la hausse des prix relatifs (+ 4,1 % contre + 0,5 % en 1984).

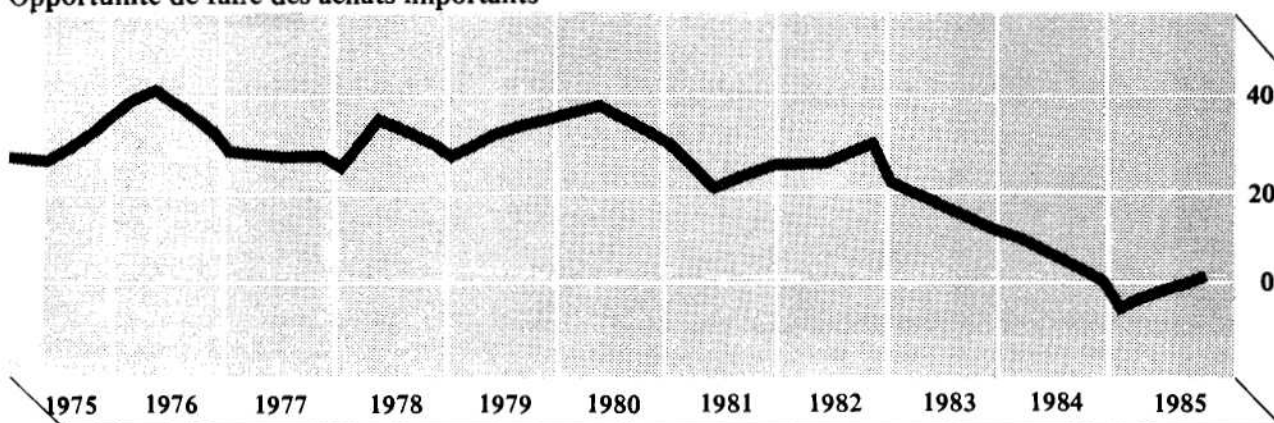
Même hors effets climatique ou spécifique, ce sont les **produits industriels** qui, comme lors de tous les retournements, contribuent le plus en 1985 à la reprise d'ensemble. L'arrêt de la chute en moyenne annuelle recouvre aussi un changement très accentué en glissement.

Sur les **biens durables**, l'automobile (hors effet spécifique) reste le poste qui se comporte le mieux en moyenne annuelle, après toutefois une chute assez brutale en 1984. Mais les autres biens durables (électronique grand public, électroménager, meubles) sont nettement orientés à la hausse à partir du second trimestre. Le retournement de l'ensemble des biens durables est ainsi en accord avec les déclarations des ménages sur l'opportunité de faire des achats importants.

Dans l'**habillement** (vêtements et chaussures), une fois éliminé l'effet climatique de janvier, l'amélioration n'apparaît pas très marquée en moyenne annuelle (- 1,8 % contre - 3,8 % en 1984 et - 2,2 % en 1983). Amorcé en 1983, le retournement à la hausse des prix relatifs s'est poursuivi en 1985 au même rythme qu'en 1984 (+ 2,4 % en 1985, + 2,6 % en 1984 et + 0,4 % en 1983), et a contribué à freiner cette consommation.

Les **autres produits industriels**, hors effet lié au climat, restent en reprise assez nette par rapport à 1984 (3,1 % en 1985 contre 1,1 % en 1984 et 1,9 % en 1983). C'est ainsi que, même en faisant abstraction de la situation épidémique en début d'année, la croissance de la pharmacie en 1985 est de 3,5 points plus forte qu'en 1983 et 1984^{1/}.

Opportunité de faire des achats importants



^{1/} Années où la croissance en volume était pourtant encore conséquente puisque autour de + 7,5 % par an.

Avec une croissance de 2,3 % en 1985 (contre 2,6 % en 1984 et 2,2 % en 1983), la **consommation de services** ne paraît pas avoir connu d'inflexion significative. Seul son profil est inhabituellement heurté, sous l'influence des dépenses de **santé** et plus particulièrement d'hospitalisation ; même si son impact sur le profil de la consommation totale n'est pas négligeable, il doit être regardé avec précaution, car les réformes administratives ont perturbé la qualité de l'information. En moyenne annuelle, peut-être à la suite de l'extension de la procédure de budget global dans les hôpitaux, la consommation des ménages en hospitalisation apparaît en ralentissement, et donc aussi la consommation de services de santé dans son ensemble. Mais, comme en 1983 et 1984, celle-ci continue à croître plus rapidement que le volume des prestations correspondantes car les prix des services de santé évoluent moins vite que l'ensemble des prix de détail.

Enfin la consommation en **télécommunications** retrouve en 1985 son rythme de croissance de 1983 (+ 8,1 % en 1985 et + 8,3 % en 1983), après le ralentissement de 1984 (+ 4,5 %) lié à la forte augmentation des prix relatifs (+ 6,4 %). Ces derniers restent pourtant orientés à la hausse en moyenne annuelle (+ 2,3 % en 1985 contre - 5,1 % en 1983) mais c'est là un effet d'acquis lié à la forte hausse d'août 1984. Sous jacente, se retrouve l'idée d'une sensibilité au prix de très court terme, plus passagère que ne le suggèrent les moyennes annuelles.

4. L'épargne des ménages

Le fait que la reprise de la consommation des ménages en 1985 ait été nettement plus marquée que celle de leur revenu disponible se traduit par une chute de leur taux d'épargne : en moyenne annuelle, celui-ci est en baisse de près d'un point et demi par rapport à 1984 et atteint un minimum de 12 %. En profil annuel, cependant, le mouvement de ciseau entre la consommation (plus forte en début d'année) et le revenu disponible (plus élevé en fin d'année) entraîne un retournement du taux d'épargne : celui-ci remonte à 12,7 % au quatrième trimestre après avoir atteint un minimum historique de 11,6 % tout au long du premier semestre, et retrouve ainsi un niveau conforme à la tendance observée depuis 1982.

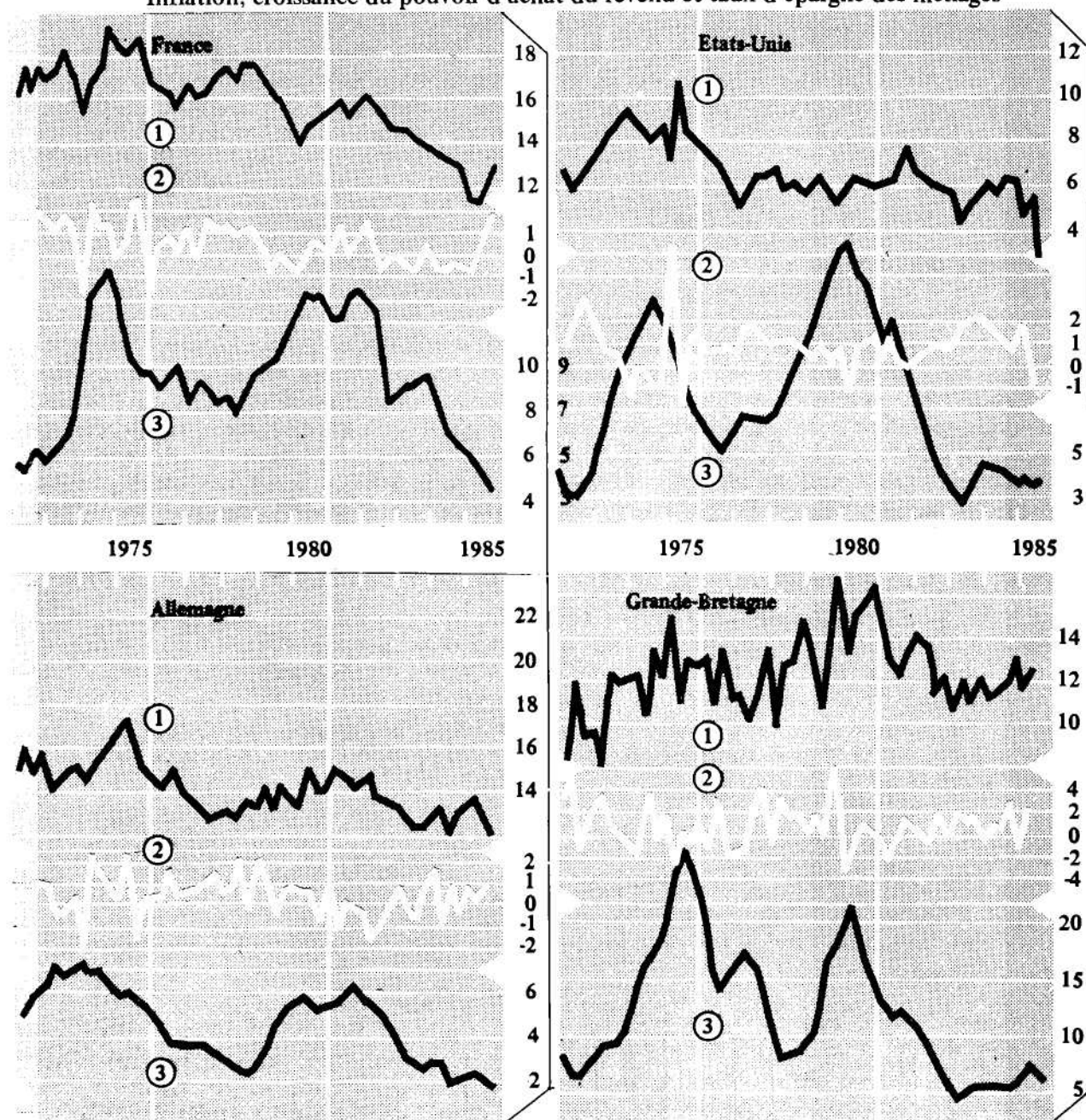
Les composantes aléatoires de la consommation des ménages décrites au paragraphe 2 représenteront +1 point de taux d'épargne au premier trimestre, + 0,1 au second, et + 0,2 tant au troisième qu'au quatrième trimestres. Sur le taux d'épargne annuel cela représente 0,4 point. En toute rigueur, il y aurait lieu de prendre en compte une correction de sens inverse au premier trimestre (- 0,1 point) liée au surcroît de prestations santé dû à la situation épidémique du début d'année.

Taux d'épargne des ménages								
1982	1983	1984				1985		
MA	MA	MA	84.I	84.II		85.I	85.II	MA
15,7	14,4	13,4	13,5	13,3	Taux d'épargne global	11,6	12,4	12,0
6,1	5,5	4,9	4,9	4,9	Taux d'épargne financière	3,4	4,2	3,8

Ainsi retrouve-t-on à peu près les corrections de profil du taux d'épargne chiffrées de manière plus grossière dans la note de conjoncture de décembre 1985. Le diagnostic alors établi sur les causes du partage du revenu disponible entre l'épargne et la consommation paraît toujours solide, à savoir une reprise du pouvoir d'achat des ménages perçue par ceux-ci de manière plus ample et plus rapide que ne l'indiquent les Comptes Trimestriels. On peut toutefois revenir ici sur deux effets particuliers : la désinflation d'une part, les gains en capital d'autre part.

Les modifications du **rythme d'inflation** peuvent avoir deux effets de sens contradictoire sur le taux d'épargne : d'une part une accélération de l'inflation peut provoquer une fuite devant la monnaie qui se traduit par une baisse du taux d'épargne ; d'autre part elle peut pousser les ménages à épargner plus afin

Inflation, croissance du pouvoir d'achat du revenu et taux d'épargne des ménages



- ① Niveau du taux d'épargne des ménages
- ② Taux de croissance trimestriel du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages
- ③ Glissement des prix à la consommation sur quatre trimestres

de préserver le pouvoir d'achat de leurs encaisses. Le premier de ces deux effets ne semble apparaître que sur de très courtes périodes de temps et en données trimestrielles ou annuelles, et seul le second peut être apprécié.

De ce point de vue, il est instructif d'observer ce qui s'est passé dans des pays qui, comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la République Fédérale d'Allemagne ont connu de fortes variations de leurs rythmes d'inflation depuis 15 ans : si, comme en France, les oscillations du taux d'épargne sont gouvernées par celles du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, permettant à ceux-ci de lisser l'évolution de leur consommation, les mouvements longs du taux d'épargne paraissent liés à celui du rythme d'inflation, plus d'inflation induisant un taux d'épargne plus élevé.

Dans le cas français, les études économétriques ne sont pas totalement concluantes, même si le sens de l'effet est celui là lorsqu'il est significatif. L'introduction dans ces études des chiffres relatifs à 1985 sera sans doute instructive.

Les **plus values** sur le patrimoine ne sont pas retracées dans le revenu disponible au sens de la comptabilité nationale. Ainsi toute partie de ces plus-values qui serait consommée et non pas réinvestie conduirait le taux d'épargne à baisser. Cependant, et sous réserve d'études plus approfondies, il convient de remarquer que les plus values boursières ne sont pas propres à l'année 1985 et ont même été particulièrement fortes en 1983, année où cependant l'évolution du taux d'épargne est correctement expliquée par la seule baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. Lorsque ce type d'effet est introduit de manière sommaire dans les études économétriques, il n'apparaît pas significatif.

5. Les contreparties de l'épargne des ménages

En francs courants, l'épargne brute des ménages diminue en moyenne annuelle de 5 % mais augmente en glissement de 2,6 % entre les derniers trimestres de 1984 et de 1985. Les contreparties de cette épargne sont d'une part les placements financiers des ménages et de l'autre leurs investissements en logements.

La **FBCF en logements** des ménages enregistre un recul de 4,9 % en moyenne annuelle aux prix de 1970, ce qui constitue un léger ralentissement par rapport à 1984 où il avait été de 6,5 %. Les achats de logements neufs diminuent de 7,5 %. Par contre le gros entretien du logement augmente de 1 %, facilité en particulier par les prêts conventionnés dont 40 % environ lui est consacré.

A ce jour, on ne dispose pas encore de la ventilation par agent des flux de créances et dettes. Les indications disponibles suggèrent une nette progression des crédits aux ménages, en particulier sous forme de prêts personnels bancaires. De même, on ne connaît pas encore la répartition des porte feuille-titres entre les divers agents. Or, compte tenu de l'importance des masses en jeu, de faibles déplacements de leurs répartitions induisent des flux très importants. La mise en évidence d'une baisse du taux d'épargne financière des ménages en 1985 résulte ainsi seulement d'un calcul par solde entre les évaluations faites sur leurs revenus, leur consommation et leurs investissements en logements. Il n'est malheureusement pas possible de confirmer ce calcul à l'aide des informations actuellement disponibles en matière d'opérations financières.

